L'automobile en crise ?

P.10 à 12

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 643 - 27 septembre 1980 - prix : 5 F

L' affaire du veau fait mugir toute l'Europe

P.20

L'Irak contre l'Iran avec le soutien moral, sinon militaire, de l'impérialisme.

M 6189 - 643 - 5 F

sommaire

Dans le monde

Page 4 :
— **Turquie : la mise au pas.**
— **Les militaires US ont perdu la tête.**
— **URSS : arrestations et procès.**
Page 5 :
— **IRAK-IRAN :**
• **Des rivalités anciennes.**
• **Un non-aligné qui se rapproche de l'Ouest.**

En France

Page 7 :
— **Le marketing politique aux Dossiers de l'écran.**
— **Elections sénatoriales.**
Page 8 :
— **Les impôts locaux : une augmentation incessante.**
Page 9 :
— **Transports en commun.**
Page 13 :
— **Travail à temps partiel : vers la légalisation du chômage à temps partiel ?**
— **Dans les entreprises : Crédit Lyonnais Levallois ; General Motors Strasbourg.**
Pages 14 et 15 :
— **Entreprise danger : Chantier du Champ-de-Jaude, Clermont-Ferrand ; Thomson Bagneux ; Renault CKD Grand-Couronne ; URSSAF Montreuil ; Cramif Paris.**
— **Dans les entreprises : Alsthom-Atlantique Saint-Nazaire ; Compagnie de Raffinage Le Havre ; Peugeot Sochaux ; Dassault Saint-Cloud ; Arsenaux.**
Page 20 :
— **L'affaire du veau : ça mugit dans toute l'Europe.**

Dossier

Pages 10 à 12 :
« CRISE DE L'AUTOMOBILE » OU LOGIQUE DE LA CONCURRENCE CAPITALISTE ?
— **Le marché se réduit-il ?**
— **La concurrence japonaise a bon dos.**
— **Produire plus, avec moins de travailleurs.**
— **L'affaire Fiat : un test pour le patronat italien.**

Divers

Pages 16 et 17 :
— **Livres : *La nomenklatura* de M. Voslensky ; *La mutinerie du cuirassé Potemkine* de R. Hough ; *Mémoires d'un esclave américain* de Frederick Douglass.**
Pages 18 et 19 :
— **Films : *Extérieur, nuit ; La fureur sauvage ; Bronco Billy ; Simon.***
— **Théâtre : *En r'venant d'l'expo* de J-C Grumberg ; *Les bons bourgeois* de R. de Obaldia ; *Harlem Swing.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Roto - 93100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

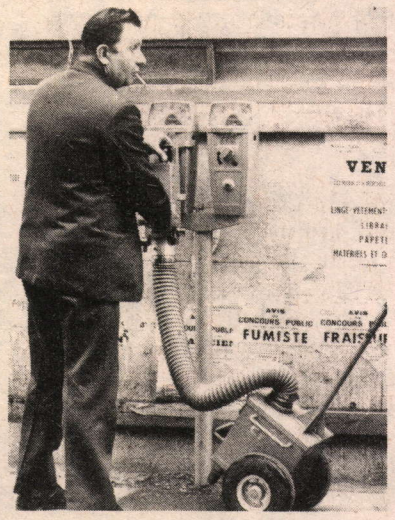
Si j'aurais su, j'aurais pas venu

Mattéoli, le ministre du Travail, était en tournée dans le Nord le 19 septembre, pour le coup d'envoi de la campagne pour le prétendu « 3e pacte national pour l'emploi ». Au même moment, le groupe Agache-Willot annonçait la suppression de 1 500 à 2 000 emplois dans la région.

Mattéoli n'a pas apprécié ce coup des frères Willot. Le ministre ne leur conteste pas le droit de licencier, il leur reproche de le faire **« sans avoir préalablement présenté un plan social aux pouvoirs publics ».**

Si Mattéoli avait su... il ne serait pas venu juste à ce moment-là pour faire son cinéma sur la résorption du chômage ! A croire que les Willot ne savaient pas qu'il est cardiaque !

Si, ça paye !



Révélation spectaculaire de la presse la semaine passée : les parcmètres parisiens coûteraient plus cher à la Ville de Paris que ce qu'ils rapportent.

D'après **France-Soir,** les 42 000 parcmètres rapportent environ 110 millions de francs par an ; mais le traitement du personnel d'entretien et de surveillance et l'achat de nouveaux appareils coûtent à la Ville plus de 115 millions ; d'où un déficit.

Mais pas question de remettre en cause le stationnement payant. S'il n'est pas rentable pour les automobilistes, ni pour la Ville de Paris, nous dit-on, il l'est quand même pour les sociétés, style Compteurs Schlumberger, auxquelles on les achète...

Ex-professeur mais d'économies...

En juillet, Alice Saunier-Seïté, ministre des Universités, avait repoussé des centaines de demandes d'habilitation de diplômes universitaires. Elle refusait aux universités l'autonomie en la matière.

Le 18 septembre, devant une conférence des présidents d'universités, Barre plaidait l'autonomie, au contraire, en faveur... des universités !

En fait, en disant « autonomie », il entendait surtout « indépendance financière ». Il souhaite en effet que les universités ne soient plus seulement financées par l'Etat, mais qu'elles trouvent des fonds au niveau des collectivités locales et des entreprises, qu'elles se débrouillent par elles-mêmes, qu'elles rentabilisent et qu'elles se fassent concurrence !

Sur le dos des étudiants, bientôt « licenciés » (d'un nouveau style) de l'université ?

La main dans le S.A.C. !

Georges Malyquévique et Ernest Auger, deux fameux gros bras, membres du SAC, qui entouraient Rufenacht et Barre lors de la venue de ce dernier au Havre en 1978, n'ont pas de chance : ils ont été arrêtés tous les deux le 12 septembre. L'un à Paris, alors qu'il volait une sacoche dans une Mercedes sur les Champs-Elysées. L'autre au Havre, alors qu'il vendait des poupées de chiffons pour le profit d'une Maison de Jeunes qui n'existe pas. Le trafiquant possédait de fausses autorisations de vente sur papier à en-tête du ministère du Commerce et de l'Artisanat, justement celui dont Rufenacht était le secrétaire d'Etat en 1977 et 1978 !

Ces petits truands ne réussissent décidément pas à se débarrasser de leurs mauvaises habitudes : en 1978, ils avaient déjà causé du souci à Rufenacht pour avoir trempé dans une histoire de faux billets et vol de champagne.

Pauvres Barre et Rufenacht ! Dire qu'ils ont été pris en photo avec leurs gorilles à petites cervelles !

Les gens sont envieux !

Des gangsters ont enlevé à Lyon un clerc de notaire, Bernard Galle. Ils réclament une rançon de 500 millions.

Un demi-milliard pour un petit clerc de notaire ? C'est qu'il ne s'agit pas du clerc de n'importe quel notaire, mais de Louis Chaine, son beau-père et l'un des plus gros bonnets de la bourgeoisie lyonnaise.

L'étude de Louis Chaine emploie cent cinquante personnes ; il traite presque tous les actes de la ville, du département et de l'archevêché ; il sous-traite nombre d'affaires moins importantes, de telle sorte qu'à Lyon on dit couramment que les actes notariés se font à deux : Chaine et les autres. Et, paraît-il, on surnomme le beau-père le « ministre des Finances du département ».

Chaine a ses entrées un peu partout : au conseil général — il en fait partie — ; à la municipalité — il est adjoint au maire — ; chez les Démocrates-Sociaux de Lecanuet — il est président départemental de la formation. Il a aussi ses entrées dans le monde des affaires : un de ses frères — assassiné en 1976 — était P-DG du Crédit Lyonnais. Et dans celui de l'Eglise : un autre de ses frères est jésuite.

Un homme en odeur de sainteté universelle, politique, financière et religieuse ! De quoi se faire beaucoup d'amis, ou d'ennemis ?

Marcel Amont for President !

Sollicité pour réaliser quatre « shows » télévisés sur Antenne 2, Marcel Amont avait eu l'idée d'utiliser l'actualité politique. Il comptait se présenter comme candidat à l'Elysée, pour rire, bien sûr, et développer à chaque émission son programme, sur le racisme, la pollution, sur le mode humoristique, bien sûr !

Mais on ne rit pas avec ces choses-là, a décrété le 2 septembre dernier le directeur des programmes variétés d'Antenne 2. « L'émission est supprimée ».

Au moment où les politiciens candidats aux présidentielles se demandent comment passer la rampe du petit écran, en achetant les bons et coûteux services d'agences de publicité, Antenne 2 ne pouvait quand même pas leur faire prendre le risque de paraître moins bons qu'un comique !

Bonne nuit, Messieurs !

Il paraît que les députés du Parlement européen de Strasbourg passent une partie de leur temps en déplacements : ils font la navette entre Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg, puisque les organismes de la Communauté européenne sont dispersés entre ces trois villes et qu'une seule et même capitale n'est pas sur le point d'être choisie pour l'Europe.

Pour être le plus agréable possible aux députés qui arrivent fourbus de leurs pérégrinations, la ville de Strasbourg a fait un effort. Nous avons pu voir, lors d'un reportage télévisé, les magnifiques bureaux neufs installés pour les élus européens : bureaux équipés... d'un lit.

Gageons que l'activité des parlementaires européens va devenir ronflante !

MEETING LUTTE OUVRIERE

Vendredi 3 octobre à 20 h 30
Salle des Conférences
Palais du Travail
(Villeurbanne)

LYON

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

L'Irak contre l'Iran avec le soutien moral, sinon militaire, de l'impérialisme

DEPUIS que le régime du chah a été renversé et remplacé par celui que dirige l'ayatollah Khomeiny, on se demandait si l'impérialisme américain interviendrait militairement contre l'Iran. Car le régime issu de la « révolution islamique » iranienne tient tête à l'impérialisme : en retenant depuis plus d'un an des otages américains et en demandant des comptes pour l'oppression que l'Iran a subie pendant des années sous le règne du chah.

Bien sûr, le conflit entre l'Iran et l'Irak n'a probablement pas été déclenché sur les ordres des dirigeants américains. Mais les dirigeants irakiens savaient qu'ils pouvaient en tout cas compter sur leur neutralité ou leur soutien moral. Et, en tout cas, la question se pose : qu'est-ce que l'impérialisme américain peut gagner, ou chercher à gagner dans ce conflit ?

Car ce conflit se place, qu'on le veuille ou non, dans le contexte de l'opposition des USA et de l'Iran de Khomeiny. Bien sûr, si le régime de Khomeiny gêne l'impérialisme, ce n'est pas qu'il soit révolutionnaire. L'ayatollah est réactionnaire. Mais ce que lui reprochent les grands du monde impérialiste, c'est d'être populaire, et parce qu'il est populaire, de traduire au moins en partie les aspirations du peuple iranien, et notamment l'hostilité de celui-ci à l'impérialisme américain.

De plus, l'armée iranienne, qui était du temps du chah le pilier du régime et l'enfant chéri des Américains, ne joue plus le rôle, n'a plus la puissance qu'elle avait auparavant. Non pas que Khomeiny ait cherché à détruire cette armée. Au contraire, il l'a ménagée, préservée. Mais elle s'est discréditée en soutenant jusqu'au bout le régime du chah. Et aujourd'hui, elle doit rester en réserve, même si certains de ses chefs, restés liés aux USA, regrettent leur puissance passée et nourrissent le rêve de se débarrasser un jour de Khomeiny.

Sans doute, les dirigeants américains ne peuvent guère espérer que le conflit mette fin au pouvoir de Khomeiny. Mais on peut malgré tout craindre les conséquences de ce conflit.

D'abord, en Iran même, il peut changer la situation de l'armée. Celle-ci pourra peut-être retrouver du crédit, exiger et obtenir de la considération, de l'argent, des armes, des pouvoirs, au nom des nécessités de la conduite de la guerre. Si elle obtient des succès militaires, elle sortira grandie de l'épreuve. Et si l'affrontement tourne à la défaite militaire de l'Iran, l'armée en tirera aussi argument pour réclamer plus d'argent et de pouvoir, en disant qu'il n'y aurait pas eu défaite si elle avait tenu plus de place dans les préoccupations et dans les faveurs des dirigeants iraniens.

Et cela, en soi, serait déjà un succès pour l'impérialisme américain. Car ce renforcement du rôle de l'armée en Iran pourrait déboucher sur un coup d'Etat renversant Khomeiny, et sur le retour de l'Iran sous l'influence américaine.

Mais ce n'est pas la seule éventualité que laisse craindre le conflit irako-iranien : il y en a une autre qui nous touche plus directement. Sous nos yeux, ici en France et dans les pays occidentaux, les dirigeants politiques, et les journalistes à leur suite, proclament que ce qui compte dans ce conflit, c'est que la liberté de navigation soit respectée dans le golfe Persique, c'est que, en tout état de cause, le pétrole extrait des puits de pétrole du Moyen-Orient continue d'arriver dans les usines, dans les réservoirs, dans les pompes à essence d'ici. Et les dirigeants occidentaux sont peut-être là en train de préparer, sous nos yeux, une expédition militaire pour leurs intérêts pétroliers.

Bien sûr, cette intervention militaire se ferait au nom de la paix, sous le couvert de l'ONU par exemple, ou d'une force internationale constituée à partir de plusieurs armées, et sous le prétexte de séparer les deux belligérants. De nos jours, les interventions militaires ne se font plus au nom de l'ordre colonial, mais sous le prétexte de rétablir la paix. Mais leur but est le même : faire la guerre aux peuples pour rétablir la puissance et défendre les intérêts de l'impérialisme.

C'est peut-être cela qui se prépare, et c'est bien la pire éventualité que nous pouvons attendre de ce conflit. Car cela peut signifier que des soldats français iront faire la guerre en notre nom et peut-être mourir dans le golfe Persique, pour la défense des intérêts des pétroliers du monde entier.

Arlette LAGUILLER

Pourquoi le conflit ?

La guerre qui fait rage entre l'Irak et l'Iran n'est certes pas une surprise. Les rivalités nationales entre les deux Etats, les conflits frontaliers ne sont pas chose nouvelle. Et la situation politique intérieure des deux pays, aussi bien en Irak qu'en Iran, fournit des raisons supplémentaires à l'éclatement de l'affrontement.

En Irak tout d'abord, la dictature de Saddam Hussein a pu être inquiétée par la « révolution islamique » iranienne. Les musulmans chiites, qui représentent en fait plus de la moitié de la population du pays, y ont trouvé un encouragement dans leur opposition aux dirigeants irakiens, tous musulmans sunnites. La minorité kurde du nord-est du pays, qui est soumise en permanence à une véritable occupation armée, a pu trouver dans le développement du mouvement autonomiste kurde du côté iranien, un encouragement et un exemple. Du côté iranien, les dirigeants de la « République islamique » ont ouvertement encouragé l'opposition des chiites iraniens à Saddam Hussein.

Par ailleurs, l'avènement de la « République islamique », son affrontement et sa rupture avec les Etats-Unis ont entraîné l'affaiblissement militaire de l'Iran. Du coup, les dirigeants irakiens, qui disposent au contraire d'une armée moderne et bien équipée, pouvaient de toute évidence estimer le moment favorable pour déclencher la guerre, et remettre en avant leurs revendications territoriales.

On ne peut évidemment que faire des hypothèses sur les objectifs des dirigeants irakiens. Tout d'abord, sur le plan intérieur, la guerre avec l'Iran leur fournit l'occasion de museler encore un peu plus les oppositions intérieures, et en particulier celles qui seraient influencées par la révolution iranienne. Elle fournit aussi la possibilité de provoquer un « sursaut national » autour de la personne de Saddam Hussein.

Sur le plan extérieur, les dirigeants irakiens peuvent espérer, dans le cas où la guerre se terminerait par un désastre militaire pour l'Iran, entraîner ainsi l'écroulement du régime de Khomeiny, qu'ils estiment si gênant, et imposer à l'Iran d'importantes rectifications de frontière en leur faveur.

Mais ils peuvent aussi compter rejoindre des objectifs plus limités. En affirmant un rapport de forces militaire en leur faveur, ils peuvent penser contrôler militairement le golfe Persique, être en quelque sorte les « gendarmes du golfe », rôle qui était, du temps du chah, celui de l'Iran. Car l'armée et la flotte iraniennes équipées par les USA exerçaient leur haute surveillance sur le golfe Persique et, partant, sur la route du pétrole en provenance d'Iran, mais aussi du Koweit, des Emirats arabes et de l'Arabie Saoudite.

Mais c'est justement là que l'affrontement entre l'Irak et l'Iran ne peut être limité aux seules rivalités nationales et locales entre les deux régimes. Ce conflit se place dans un contexte international dont les dirigeants irakiens ne pouvaient pas ne pas tenir compte lorsqu'ils ont déclenché les hostilités avec l'Iran.

Car l'avènement de la « République islamique » à Téhéran, sa rupture avec les Etats-Unis, ont non seulement inquiété les dirigeants impérialistes, mais aussi tous les dirigeants des Etats qui leur sont liés dans la région. La « Révolution islamique » a montré qu'elle pouvait être contagieuse et inspirer des mouvements d'opposition aux dirigeants de ces Etats, et à l'impérialisme. D'autre part, sur le plan militaire, les USA ont perdu avec l'Iran un de leurs principaux appuis dans la région.

On ne peut pas exclure, dans ces conditions, que l'offensive irakienne contre l'Iran ait été inspirée directement par l'impérialisme américain, ou du moins qu'elle ait reçu de celui-ci la promesse d'une neutralité bienveillante. Mais même si cela n'est pas le cas, même si les dirigeants irakiens ont agi entièrement seuls, même s'ils ont mis l'impérialisme américain devant le fait accompli de l'affrontement, celui-ci peut en tirer parti aujourd'hui.

Car le régime irakien, qui se porte par son action militaire candidat au poste actuellement vacant de « gendarme du golfe », se montre aussi par ailleurs digne de confiance. La dictature de Saddam Hussein entretient maintenant de bonnes relations avec les Etats arabes proches des USA, comme l'Arabie Saoudite et la Jordanie. Elle représente en fait, dans cette région, un facteur de stabilité et donc de sauvegarde des intérêts impérialistes. Elle est certes liée, sur le plan militaire, à l'URSS. Mais justement elle a, depuis déjà quelques années, montré qu'elle n'excluait pas l'établissement de bonnes relations avec l'impérialisme.

Bien entendu, l'attitude des puissances impérialistes montre aujourd'hui qu'elles ne tiennent pas à prendre parti dans le conflit, mais cela ne veut pas dire qu'elles ne se préparent pas à intervenir, de façon « neutre », sous prétexte de séparer les deux adversaires.

Et si elles trouvent leur intérêt dans l'offensive irakienne, si elles ont de toute façon intérêt à laisser assumer au régime de Saddam Hussein tous les risques de l'opération, il n'est pas dit que ce conflit ne leur serve pas à préparer leurs propres interventions au nom de la paix et de la sacro-sainte liberté de circulation du pétrole dans le golfe Persique.

L'avenir dira peut-être jusqu'à quel point le régime irakien a été inspiré par l'impérialisme. Mais d'ores et déjà, il est évident que les puissances occidentales ont tout à gagner à cette guerre.

André FRYS

(Lire nos articles en page 5)

Turquie La mise au pas

Après deux semaines de pouvoir militaire, les buts que s'étaient assignés les initiateurs du coup d'Etat ne prêtent guère au doute. Il s'agit entre autres pour eux de mettre au pas la classe ouvrière.

Derrière une façade qui prétend frapper et la droite et la gauche au nom de la lutte contre le terrorisme, ce sont avant tout les dirigeants des organisations ouvrières qui ont été arrêtés. Outre les vingt-cinq parlementaires de la gauche du Parti Républicain du Peuple, proches du mouvement syndical de gauche DISK — qui a été suspendu —, ce sont des centaines de militants ouvriers qui ont été arrêtés. Les autorités militaires n'en ont pas précisé le nombre, mais le simple fait qu'elles assurent, d'après Le Monde, que « un millier de dirigeants ouvriers qu'elles recherchaient s'étaient spontanément (sic) présentés » a de quoi inquiéter. Les journaux étrangers avancent des chiffres de l'ordre de cinq mille arrestations. Un commandant d'une seule région de l'est du pays avoue pour sa part détenir cent vingt-six personnes.

D'autre part, l'une des premières mesures annoncées a été l'instauration d'une justice plus expéditive et un élargissement des pouvoirs des tribunaux militaires...

Parallèlement à ce renforcement de la répression sur les dirigeants et militants ouvriers, des mesures — parmi les premières adoptées elles aussi — ont été prises à l'encontre de l'ensemble de la classe ouvrière. Dorénavant, le droit de grève est suspendu, les conventions collectives sont annulées et il est interdit d'en signer de nouvelles. Plus de cinq cents syndicats ont été dissous.

Dernières mesures prises : les commandants sont « légalement » habilités à contrôler la correspondance, à saisir et interdire les publications, à fermer les entreprises en cas d'arrêts de travail...

Autant de mesures dont le sens ne peut être dissimulé par les quelques arrestations de dirigeants de droite ou d'extrême-droite, ni par la mise en place d'un gouvernement baptisé « civil ». C'est bien la classe ouvrière et les organisations syndicales et de gauche qui sont principalement visées par les militaires turcs au pouvoir.

Pierre CHAMBEY

Quelques-uns des chefs militaires qui viennent de prendre le pouvoir en Turquie : le visage de la réaction. (Ph UPI)

Les militaires US ont perdu la tête

Vendredi 19 septembre, un missile « Titan II » à tête nucléaire a explosé dans le silo en béton où il était stocké, en Arkansas. L'explosion a fait un mort et plusieurs blessés. Elle a secoué toute la région et l'a éclairée en plein jour. Elle a été si forte que la dalle en béton de 232 tonnes qui recouvrait le silo a été pulvérisée.

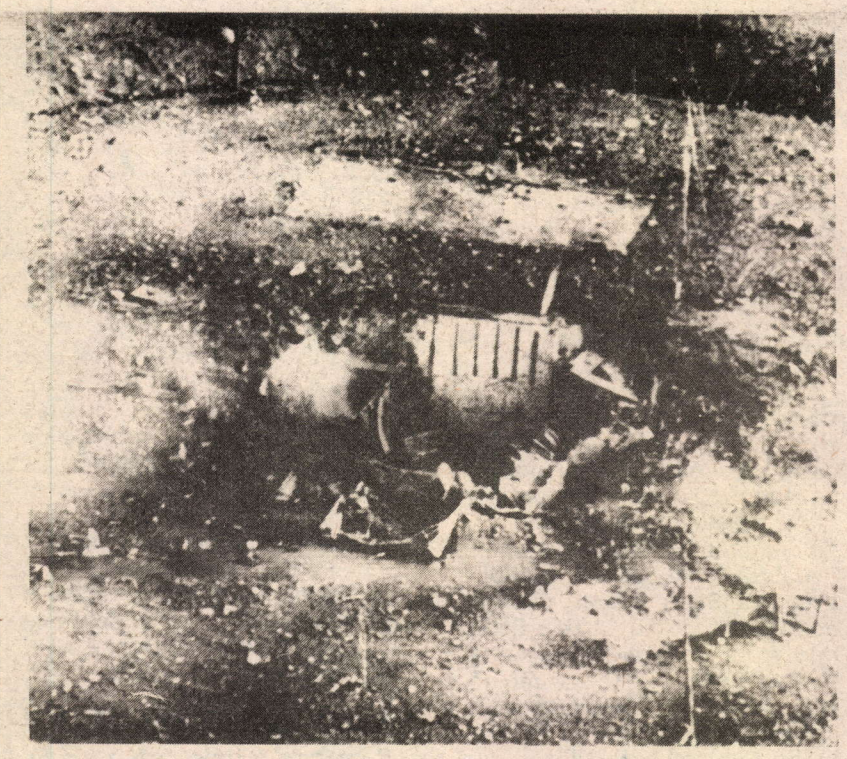
Les autorités militaires ont ordonné l'évacuation de toutes les personnes habitant dans un rayon de 8 kilomètres.

Mais qu'est devenue la tête nucléaire, charge atomique qui est 700 fois supérieure à celle de la bombe d'Hiroshima ? D'après certains témoins, elle aussi a été projetée en l'air par l'explosion, et serait retombée aux alentours. Mais les autorités restent très évasives. « Tout ce que je puis dire, c'est qu'il n'y a pas eu de fuite radioactive et qu'à aucun moment, une ogive nucléaire n'a été placée hors du contrôle de l'armée de l'air » a expliqué Harold Brown, secrétaire à la Défense, lors d'une émission télévisée. En tout cas, plusieurs jours après l'explosion, il n'est pas sûr que les militaires l'aient retrouvée.

Cette catastrophe aurait été causée par la chute accidentelle d'une lourde clé dans le silo. En tombant, celle-ci aurait perforé le réservoir de la fusée, provoquant un début d'incendie qui a été tout de suite maîtrisé. Mais plus de sept heures après, le missile explosait.

En fait, au cours des cinq dernières années, 125 accidents plus ou moins mineurs auraient été provoqués par des missiles « Titan II ». Comme quoi, dans ce domaine, les militaires américains ne contrôlent pas grand-chose : ce sont eux qui sont dangereux !

M. L.



La tête nucléaire est sortie par ce trou. Mais où est-elle passée ? (Ph AFP)

La charité des affameurs

La douzième conférence régionale pour l'Europe de la FAO (organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'agriculture) s'est ouverte à Athènes lundi dernier.

Dans son discours, Edouard Saouma, directeur général de la FAO, a rappelé que 500 millions d'hommes ou de femmes souffraient de malnutrition ou de faim dans le monde. Il a constaté aussi que **« l'objectif annuel de 10 millions de tonnes de céréales »** promis par les puissances industrielles aux pays les plus pauvres au titre de l'aide alimentaire n'avait pas été atteint.

S'adressant tout particulièrement aux puissances européennes, il leur a rappelé ses objectifs : **« Il faudrait augmenter les contributions au programme alimentaire mondial ONU-FAO pour pouvoir atteindre l'objectif d'un milliard de dollars pour 1981-1982 ».**

En fait, les conférences de la FAO se suivent et se ressemblent.

Les puissances impérialistes se trouvent une fois encore mises en accusation. Mais si elles peuvent être tenues pour responsables, ce n'est pas seulement parce qu'elles ne tiennent pas leurs engagements pour ce qui concerne l'aide alimentaire. Cela, c'est tout de même le petit bout de la lorgnette : car cette famine et cette misère qui pèsent sur des millions d'hommes sont bien le résultat non de catastrophes naturelles, mais du pillage à grande échelle, par les Etats impérialistes des pays pauvres qu'ils prétendent aider.

S. H.

URSS

Arrestations et procès

Antanas Terleckas a été condamné à trois ans de camp et cinq ans de relégation pour avoir défendu des dissidents emprisonnés. Julius Sasnaukas va subir dix-huit mois de camp et cinq ans de relégation pour avoir condamné l'emprise russe sur les Pays baltes.

Alexandre Chatravka (auteur d'un livre sur les hôpitaux psychiatriques, Si tu es malade de la liberté, qui circule sous le manteau), qui a déjà passé cinq ans dans l'hôpital psychiatrique de Diepropetrovsk pour s'être enfui clandestinement d'URSS, vient d'être arrêté de nouveau.

Enfin, trois procès se sont ouverts : lundi 22 septembre ont débuté les procès de Viatcheslav Bakhine, fondateur de la « Commission de travail sur l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques », et de Lev Regelson, l'un des derniers chrétiens orthodoxes contestataires (ils reprochent à l'Eglise sa coopération avec le régime) encore en liberté. Deux jours plus tard, nouveaux procès : celui de Valéry Abramkine, animateur d'une revue clandestine. Accusés de propagande antisoviétique ou de propagation de fausses nouvelles, ils risquent plusieurs années de camp de travail.

En fait, la bureaucratie continue à traquer sans pitié la moindre opposition. Les syndicalistes, les féministes, les nationalistes, les religieux, ceux qui réclament plus de liberté ou veulent émigrer, sont considérés comme « dissidents », donc antisoviétiques.

A la veille de l'ouverture, à Madrid, de la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe », qui doit contrôler l'application des accords d'Helsinki, notamment en ce qui concerne le respect des droits de l'homme, les dirigeants russes semblent pressés d'enfermer et de baillonner tous les opposants : tous ceux qui pourraient apparaître, peu ou prou, comme autant de témoins à charge.

J. G.

Tchécoslovaquie

Douanier effleuré, opposant condamné !

Les dirigeants tchèques craignent-ils que les grèves de Pologne ne donnent des idées à leur population ? En tout cas, ces derniers temps, de nombreux dissidents ont été arrêtés. Le dimanche 21 septembre, la police a arrêté 14 membres du VONS (Ligue tchécoslovaque des droits de l'homme), dont seulement 5 étaient relâchés le lendemain.

Les tribunaux, pour ne pas être en reste, viennent de condamner Tomas Petrivy à deux ans de prison pour... avoir effleuré le visage d'un douanier. Le douanier reconnaît lui-même que Tomas Petrivy ne l'a pas giflé. Mais le juge lui aurait répliqué : **« Vous vous trompez. Ce n'est pas l'accusé qui a arrêté son geste, mais vous qui l'avez évité ».**

Ce que reprochent en fait les autorités à Tomas Petrivy, c'est d'avoir voulu, il y a deux ans, rencontrer des membres de l'opposition polonaise. C'est d'avoir aussi témoigné, lors du procès de M. Sabata, que celui-ci avait été frappé par la police. Cette déposition lui avait déjà valu d'être renvoyé de l'université et appelé sous les drapeaux. Il avait alors voulu se suicider, ce qui le fit condamner par un tribunal militaire à dix mois de prison pour... avoir tenté d'échapper au service militaire !

Des procès qui viennent rappeler que, dans le régime « socialiste » de la Tchécoslovaquie, c'est une répression quotidienne qui frappe les « dissidents ». Une répression dans laquelle l'absurdité bureaucratique le dispute à l'ignoble.

J. G.

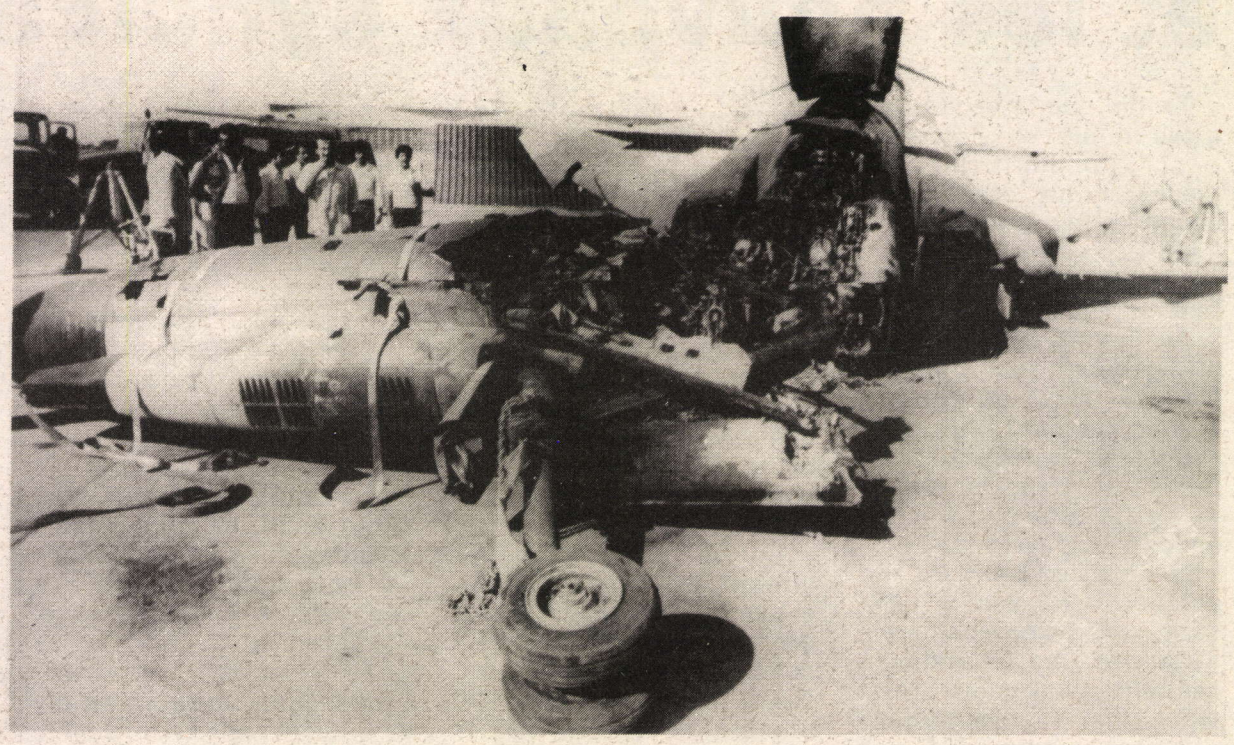
IRAK-IRAN

Des rivalités anciennes

La rivalité entre l'Iran et l'Irak, qui ont en commun 1500 kilomètres de frontières, a une origine ancestrale. Mais pour ne parler que de la période récente, les deux Etats sont opposés, avec des périodes de trêve mais quasiment en permanence, sur la question du tracé des frontières, notamment en ce qui concerne le Chatt-el-Arab, l'estuaire du Tigre et de l'Euphrate dans le golfe Persique, dont les deux pays ont besoin. L'Irak revendique en outre, depuis des années, la province de l'Arabistan (le Khouzistan iranien où se trouvent 90 % des richesses en pétrole de ce pays) officiellement parce qu'il est peuplé d'Arabes en partie sunnites, qui forment une minorité importante en Iran dont la majorité de la population est persane et chiite. Il y a eu divers accords jamais respectés. Puis, chaque pays a soutenu les minorités kurdes sur le territoire de l'autre. Ainsi, jusqu'en 1975, le chah d'Iran a soutenu le féodal nationaliste kurde Barzani en Irak.

Mais en 1975, pour écraser leur ennemi commun, le peuple kurde, les deux Etats se sont racommodés, lors de la conférence de l'OPEP à Alger et ont décidé entre autres de se partager le Chatt-el-Arab, la frontière passant désormais au milieu de la voie d'eau. L'Iran obtenait ainsi, moyennant l'abandon de Barzani, une « normalisation » avec l'Irak.

Depuis quelques mois, les incidents de frontière ont repris et le 18 septembre, Saddam Hussein a déclaré caducs les accords de 1975, revendiquant à nouveau les territoires accordés à l'Iran à ce moment-là et aussi les trois petites îles pelées que l'Iran occupe depuis 1971 dans le détroit d'Ormuz et qui lui permettent de contrôler la route du pétrole dans la région.



Un **Fantom F4** *iranien détruit au sol, à Téhéran, par l'aviation irakienne.* (AFP)

La dictature de Saddam Hussein en Irak

Le Parti Baas, au pouvoir depuis juillet 1968, s'affirme « socialiste arabe ». Mais le régime irakien est une dictature pure et simple. Les dirigeants successifs de la République irakienne ont pratiqué en effet une répression constante aussi bien contre la minorité nationale kurde que contre la population musulmane chiite majoritaire en Irak et, en fait, contre toute la population afin d'empêcher toute velléité d'opposition.

Ainsi, en 1975, après des années de guerres meurtrières, l'Etat irakien a rayé de la carte plus d'un millier de villages kurdes aux frontières du pays, déportant la population dans des zones arabes, bétonnant les puits pour empêcher les habitants de revenir, massacrant les combattants kurdes. De sanglantes répressions également ont frappé les oppositions et les autres partis politiques (le Parti Baas est aujourd'hui parti unique) sans parler des luttes de fractions et des éliminations d'opposants au sein du Baas lui-même.

Ainsi le PC Irakien qui avait pourtant été l'allié du Parti Baas au sein du Front national et progressiste à partir de 1973 a été contraint à la clandestinité depuis 1978 et ses militants ont été pourchassés, emprisonnés, abattus ou pendus.

Et depuis que, en juillet 1979, Saddam Hussein (« l'homme fort » du régime depuis déjà longtemps) a succédé au général Hassan al Bakr à la présidence de la République, la dictature s'est encore renforcée.

A peine d'ailleurs était-il à la tête de l'Etat que celui qui se fait appeler le « président bien-aimé », le « camarade », le « combattant Saddam » faisait éxécuter pour « complot pro-syrien » 21 cadres du parti, dont 2 ministres et 5 membres du CCR (le Conseil du commandement de la révolution) qui avaient dû avoir le tort de vouloir partager le pouvoir avec lui.

Mais la répression ne s'arrête pas aux seuls rivaux de Saddam Hussein. Ainsi, depuis le début de l'année, 20 000 chiites irakiens ont été expulsés en Iran, les membres de l'organisation terroriste chiite Al Daawa ont été décimés et l'ayatollah Bagher Sadr, connu pour ses sympathies khomeynistes, a été pendu.

Selon Amnesty International, plus de cent personnes (dont 45 militaires et une soixantaine de chiites) ont été exécutés entre le début du mois de mars et la mi-avril de cette année, après un attentat manqué contre le vice-Premier ministre Tariq Aziz.

Et en permanence des centaines de personnes, kurdes, chiites, communistes, militaires, turkmènes, peuplent les prisons. Des tribunaux spéciaux procèdent à des condamnations sommaires, parfois à mort. Dans la plupart des cas, les personnes arrêtées sont soumises à des tortures et mises au secret.

Il y a bien eu, le 20 juin dernier, l'élection d'une Assemblée nationale — d'ailleurs sans pouvoir réel — mais aux dires même des autorités, elles ont été organisées *« sous la surveillance du parti »* et seuls ceux qui acceptent les *« principes de la révolution nationaliste et socialiste de juillet 1968 »* ont pu y participer.

Plus que jamais, donc, malgré les déclarations où reviennent les mots révolution et socialisme, le régime irakien reste avant tout celui des potences et des pelotons d'exécution.

Made in France

La Thomson de Bagneux travaille depuis plus d'un an sur un projet de radars destinés à des vedettes irakiennes mouillées à Cherbourg. Des techniciens militaires irakiens sont présents dans l'entreprise : ils effectuent un stage pour apprendre le maniement de ces engins.

Depuis quelques mois, ces militaires se sont mis à presser les ingénieurs et techniciens. Si bien que leurs radars viennent d'être terminés. Ils sont prêts, montés sur les vedettes. Ces jours-ci, les derniers techniciens partent à Cherbourg effectuer les dernières mises au point.

Est-ce la contribution humanitaire du trust français Thomson à la guerre irako-iranienne ?

Un « non-aligné » qui se rapproche de l'Ouest

Le régime irakien a cherché à se donner une image anti-impérialiste et nationaliste arabe — c'est-à-dire militant pour l'unité du monde arabe face à l'impérialisme —, s'efforçant de se présenter comme le meilleur pourfendeur de l'Etat d'Israël. Il n'a pas été avare de déclarations critiquant violemment la « capitulation » de Sadate face à Israël et son rapprochement avec les Etats-Unis.

Par une surenchère verbale, critiquant la **« solution capitularde de Camp David »**, il a cherché y compris à paraître plus résolu que les autres pays du « Front de la fermeté » (Syrie, Libye. Il est vrai que cette dureté d'attitude dans le conflit israélo-arabe et dans la question palestinienne semble être d'autant plus grande qu'elle a moins d'implications. L'Irak n'a pas de frontière commune avec Israël, et son engagement militaire contre Israël aux côtés de ses « frères arabes » a toujours été extrêmement prudent. En fait, cette surenchère dans la question palestinienne est surtout un moyen de tenter de s'affirmer comme leader du monde arabe face à ses rivaux syriens ou libyens.

Enfin, l'Irak est lié depuis 1973 (date de la rupture de Sadate avec Moscou) par un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS et s'est donné, au début du moins, un visage « progressiste » à l'intérieur en faisant participer des représentants du PC irakien au « Front National » au pouvoir.

Mais depuis la fin de l'année 1978, et surtout depuis l'accession de Saddam Hussein à la tête de l'Etat en juillet 1979, le régime irakien cherche manifestement à se donner un visage quelque peu différent. Tout en restant « anti-impérialiste » dans ses déclarations (l'Irak a récemment protesté contre l'installation de bases américaines dans l'émirat d'Oman), tout en rappelant que **« l'URSS reste l'amie de l'Irak »** (malgré les divergences sur l'Afghanistan notamment), le régime irakien se veut avant tout le nouveau champion du monde du « non-alignement » **« également opposé aux deux super-puissances ».** Bagdad se prépare d'ailleurs à accueillir en 1982 la conférence des pays « non alignés » et Saddam Hussein espère succéder à Fidel Castro à la tête de l'organisation. L'Irak poursuit bien sûr une politique dominée par le nationalisme. Mais il semble même que depuis que les USA sont, comme l'Irak, les ennemis de l'Iran de Khomeiny, le régime irakien se voit ouvert davantage à l'Occident et ait quelque peu modéré ses positions « anti-impérialistes ».

Certes, l'Irak prête toujours des fonds — grâce à ses importants revenus pétroliers — au Vietnam, à la Guinée, à Cuba, mais il en prête aussi à la Jordanie et au Pakistan. Il commerce toujours avec les pays de l'Est et équipe encore son armée pour l'essentiel de l'armement lourd acheté à l'URSS. Mais, surtout depuis ces derniers mois, il achète de plus en plus de matériel de guerre à la France et à l'Italie : frégates, corvettes, lance-missiles, réacteurs nucléaires français « Osirak » livrés avec son uranium, laboratoire atomique italien, etc.

D'autre part, si l'Irak continue à critiquer Israël, le régime de Saddam Hussein n'en a pas moins opéré un « glissement » vers des positions plus modérées sur la question palestinienne critiquant « l'aventurisme » et « l'infantilisme » de certains dirigeants palestiniens et arabes. En avril 1980, le bureau du FDLP de Hawatmeh à Bagdad a été fermé et son personnel expulsé. Et début août, Saddam Hussein s'est rendu en visite officielle en Arabie Saoudite (après 22 ans de brouille), se réconciliant ainsi avec les dirigeants arabes parmi les plus modérés et les plus liés aux USA.

Enfin, si l'Irak continue de refuser de reprendre les liaisons diplomatiques avec les USA, rompues en 1967, le régime ne refuse pas tout contact sur le plan commercial et les USA ont déjà à Bagdad une « section d'intérêts » qui est une véritable ambassade.

Frédéric FERRIERES

Pologne

La classe ouvrière et les nouveaux syndicats

Tandis que la vague de grève reflue en Pologne — si l'on en croit la presse, il n'y avait plus aucune grève en cours le lundi 22 septembre — les syndicats libres se mettent en place.

Au terme de l'assemblée générale qui a réuni, à Gdansk, les délégués d'une quarantaine de syndicats indépendants formés au cours du mouvement dans divers endroits du pays, est né un *« Syndicat indépendant et autogéré »* nommé *« Solidarité »*. Ce regroupement n'est pas une fédération centralisée au cadre très strict, mais se veut une *« union à caractère fédératif »*, présidée par Lech Walesa. Celui-ci, et d'autres délégués fondateurs des syndicats, sont allés le 24 septembre à Varsovie demander l'enregistrement de leur organisation.

Les syndicats se heurtent encore à bien des difficultés. Certaines autorités locales semblent mettre des obstacles à leur développement et leur fonctionnement. Des pressions financières, entre autres, seraient exercées sur les travailleurs.

Jusqu'où et comment les autorités polonaises d'une part, la bureaucratie soviétique de l'autre, se montreront-elles prêtes à tolérer dans l'avenir les nouvelles institutions ? On ne le sait pas, mais indiscutablement, la reconnaissance nationale des syndicats libres et autogérés est une victoire des travailleurs polonais, le fruit de leur lutte déterminée et courageuse.

Cela dit, le fait que les travailleurs aient arraché des syndicats indépendants de l'Etat n'est pas une garantie suffisante que ceux-ci mèneront une politique conforme à leurs intérêts fondamentaux. Il existe dans le monde bien des organisations, syndicales ou politiques, qui disent représenter les intérêts des travailleurs, bénéficient de la confiance d'une majorité de ceux-ci, mais n'en défendent pas moins des intérêts tout autres que ceux de la classe ouvrière. Les exemples pullulent, malheureusement, à commencer par celui des actuels partis et syndicats dits « ouvriers » en France.

Pour ce qui est de la Pologne et des syndicats indépendants tout neufs, bien des inconnues empêchent de faire des pronostics définitifs sur leur évolution.

Certes, Lech Walesa, au nom du rejet de tout centralisme et de tout autoritarisme dont les travailleurs n'auraient que trop souffert, a tenu à refuser une fédération au cadre rigide et contraignant et à conserver aux syndicats locaux leur autonomie. Cela dit, c'est quand même à la mise en place d'un nouvel appareil qu'on assiste.

Les relations entre la direction nationale et les syndicats « de base » ont été largement discutées, semble-t-il, et ces discussions rapportées par la presse. Par contre, il sembre avoir été bien moins question du fonctionnement même des syndicats et de leur démocratie interne.

Il y a quelques semaines, quand les comités de grève étaient encore bien vivants, Lech Walesa et d'autres tenaient à afficher leur fonctionnement démocratique : les réunions enregistrées et même retransmises pour tous les travailleurs en direct, les responsables régulièrement élus et réélus. Autant il était alors évident que les comités de grève étaient des organes vraiment démocratiques, directement contrôlés et animés par les travailleurs en lutte, autant il est impossible d'affirmer qu'il en soit aujourd'hui de même pour les syndicats indépendants nouvellement créés. La plupart, certes, sont des émanations des comités de grève. Leurs dirigeants sont pour la plupart des anciens des comités. Mais ce n'est pas en soi une garantie d'un fonctionnement aussi démocratique, à partir du moment où les conditions privilégiées de mobilisation qui sont celles de la grève ne sont plus présentes.

Et le problème se pose avec d'autant plus d'acuité que ceux que le mouvement a mis à la tête des comités de grève, et surtout aujourd'hui des syndicats, ne sont pas des gens neutres politiquement, du moins pour la plupart. Ce sont en général des militants oppositionnels qui s'étaient engagés bien des mois, voire des années, avant que n'éclatent les grèves de cet été. Rien que de très normal à cela. Ce sont généralement ceux qui ont des idées, des projets, qui interviennent et se mettent en avant quand les événements le leur permettent. Mais en l'occurence, les militants en question sont, pour les plus en vue du moins, des militants catholiques et nationalistes, et qui tiennent à montrer qu'ils le sont, par les crucifix accrochés, les messes célébrées, les références au passé nationaliste et même réactionnaire de la Pologne.

Certes, ces gens-là et leurs idées ont l'assentiment d'une très large fraction de la classe ouvrière, et la représentent de ce fait, mais ils ont celui de bien d'autres aussi, intellectuels, médecins, avocats, petits-bourgeois plutôt privilégiés et, que les travailleurs polonais en aient conscience ou pas, ils représentent des intérêts nationaux fondamentalement divergents des leurs. Fait significatif : ce n'est pas un travailleur gréviste qui tout récemment a résumé pour la presse le projet de statuts sorti de l'assemblée de Gdansk, mais un certain Tadeusz Mazowiecki, rédacteur en chef du mensuel catholique *Wiez*, intellectuel « conseiller » du syndicat de Gdansk.

Cela dit, la partie est loin d'être jouée pour les travailleurs. Avec la plus grande démocratie arrachée et conservée pour le moment, débats et luttes politiques, même si la prudence leur dicte de ne pas dire leur nom, peuvent s'engager.

Et la seule garantie, finalement, que les intérêts de la classe ouvrière l'emportent, est que celle-ci ne se démobilise pas. Qu'elle continue à imposer, après comme pendant la grève, la même démocratie, le même bouillonnement d'idées et d'initiatives. Qu'elle ne délègue pas ses pouvoirs et ses responsabilités.

Michelle VERDIER

Les résultats des élections municipales partielles d'Orléans

Du fait du décès du maire, et pour permettre l'élection d'un nouveau, avait lieu dimanche 21 septembre à Orléans une élection complémentaire. Il s'agissait d'élire quatre conseillers manquants sur quarante et un, pour que le conseil municipal soit au complet. En 1978, de telles élections avaient eu lieu à la suite, déjà, du décès du maire. Une grande partie de la population n'a pas manifesté beaucoup d'intérêt pour ces élections puisqu'il n'y a eu que 35,26 % de votants, le 21 septembre. Il est vrai qu'il n'y avait pas d'enjeu dans ce scrutin puisque, quel que soit le résultat, la droite était assurée de conserver la majorité au conseil municipal.

La droite, qui se présentait sur une seule liste, toutes tendances réunies, enregistre une baisse sensible : 45,02 % des voix alors qu'elle obtenait 54,94 % aux partielles de 1978 et que Giscard en 1974 faisait plus de 50 % à Orléans.

La liste socialiste obtient 25,80 % aujourd'hui, contre 20,26 % aux partielles de 1978. Une liste socialiste « dissidente » composée d'anciens conseillers municipaux du Parti Socialiste d'avant 1977 recueille, elle aussi, plus de pourcentages qu'en 1978 (9,23 % contre 8,56 % en 1978).

Le Parti Communiste présentait une liste appelée « *liste d'Union de la gauche* » et présentée par lui comme une liste « *pour l'emploi, pour vivre, travailler, décider au pays ; contre Giscard-Barre-Ceyrac-Douffiagues* (député UDF d'Orléans) ; *pour les revendications et les libertés ; pour battre la droite et les patrons à Orléans* ». Il a recueilli 11,71 % des suffrages, soit une baisse par rapport aux partielles de 1978 (12,91 %) et par rapport aux législatives de 1978 (15,89 %).

Il y avait aussi trois listes d'extrême-gauche qui, au total, ont obtenu 8,39 % des suffrages exprimés, dont 3,99 % pour la seule liste Lutte Ouvrière, 2,14 % pour la liste PCML (maoïstes), et 2,10 % pour la liste de la LCR.

Il s'agit là de trop petits chiffres pour en tirer des conclusions ayant valeur générale, mais il est seulement à remarquer que l'axe de campagne de la LCR — qu'était venu soutenir Alain Krivine — n'a pas spécialement rencontré d'écho. Cela ne suffit évidemment pas à juger une politique, mais si, comme certains militants de la LCR l'ont dit, cette élection était pour la LCR un test de leur axe de campagne pour les présidentielles, ce n'est pas encourageant.

Cela dit, les trois listes d'extrême-gauche ont chacune obtenu des résultats en hausse, en pourcentage et en valeur absolue, par rapport aux élections partielles de 1978.

Le PCML, avec la liste d' « *Union et d'action populaire* », promettait de soutenir fermement les luttes, d'être le porte-parole des travailleurs au conseil municipal. Il appelait à voter « *pour l'unité des travailleurs, contre Giscard-Barre, contre la guerre* ». Le PCML obtient 414 voix, soit 2,14 %, contre 273 voix et 0,90 % en 1978.

La Ligue Communiste Révolutionnaire avec la liste « *Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs* », proposait : « *Pour battre la droite, pour chasser Giscard* » d'arrêter « *la politique de compromission et de division des dirigeants syndicaux et du Parti Communiste et du Parti Socialiste* ». La LCR demandait « *l'unité du PC et du PS pour chasser la majorité du conseil municipal* ». « *Pour une politique d'unité ouvrière à tous les niveaux qui donne une municipalité au service des luttes et trace la voie pour la victoire électorale pour le désistement inconditionnel au deuxième tour* ». La LCR obtient 405 voix (2,10 %), contre 229 (0,75 %) en 1978.

Nous présentions une liste Lutte Ouvrière permettant aux travailleurs et aux petites gens d'Orléans de montrer leur colère, de dire leur révolte contre la droite, et leur désapprobation du PC et du PS, avec leur impuissance voulue et leurs querelles stériles. La liste LO a obtenu 772 voix (3,99 %) contre 497 voix (2,64 %) en 1978.

Le score total de l'extrême-gauche — 8,39 % des suffrages exprimés — n'est pas celui des municipales de 1977 où la liste « *Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs* », présentée par LO et la LCR, avait obtenu 11,8 % des suffrages, mais c'est un score au-dessus de la moyenne habituelle de l'extrême-gauche.

Le « marketing politique » aux dossiers de l'Ecran :

Lance-t-on un politicien comme une marque de lessive ?

Illustrés par un téléfilm fort drôle dans lequel un candidat à la présidence de la République transformait totalement son apparence, sur les conseils d'un spécialiste des techniques publicitaires — on dit « marketing », cela fait plus chic — afin d'affronter avec les meilleures chances son concurrent dans un débat télévisé, ces Dossiers de l'écran nous promettaient de tout nous révéler sur les coulisses du spectacle politique.

Il n'en fut rien. Les spécialistes invités maniaient avec une certaine habileté l'art et la manière de parler pour ne rien dire, tout en ayant l'air de dire des choses très importantes. Ils le firent deux heures durant.

Les télespectateurs avaient sans doute depuis longtemps abandonné la partie, mais cela ne gênait apparemment pas les publicitaires qui, manifestement, ne s'adressaient pas à eux, mais à leurs clients et futurs clients, les politiciens du PS, du RPR ou de l'UDF.

Modestes, ils se sont présentés comme des techniciens dont le rôle est de valoriser la camelote — en l'occurrence un homme politique — sans pouvoir en modifier la qualité. Cela ne fait nul doute. C'est bien connu en publicité : les efforts ne peuvent porter que sur l'emballage.

Mais ils n'ont pas contesté que leurs services auraient pour but de faire gagner les quelques centaines ou quelques milliers de voix d'électeurs hésitants qui pouvaient faire basculer la majorité d'un côté plutôt que de l'autre. Et pour ce faire, les détails, telles la couleur de la cravate, la forme des lunettes, la coupe du costume, avaient bien plus d'importance que les idées politiques.

Et ces techniques coûtent fort cher. Bien que cet aspect du problème n'ait été abordé que fort discrètement, on a pu apprendre de l'un des directeurs d'agence présents qu'une campagne électorale pour la députation, « clef en main », c'est-à-dire tous frais compris, était facturée aux alentours de 20 millions d'anciens francs. Un investissement, disons-le en passant, qui est vite rentabilisé pour l'élu.

Ne faites pas d'erreur : ne votez pas Total et ne mettez pas Simone Veil dans votre moteur !

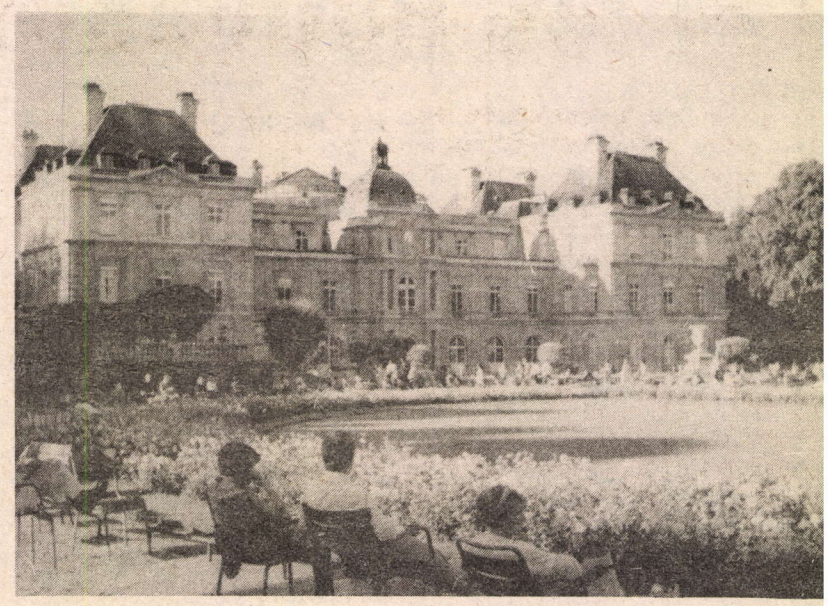
On nous apprend par la même occasion que la campagne pour les présidentielles de 1974 avait coûté pour chacun des deux candidats au second tour, Giscard d'Estaing et Mitterrand, la coquette somme de cinq milliards d'anciens francs. Cinq milliards dépensés par l'un pour se présenter sur affiches géantes comme « candidat de tous les Français » et par l'autre comme « candidat pour la France ». Ce n'est pas à la portée de toutes les bourses.

Bien sûr, ce ne sont pas les spécialistes en marketing qui font les choix de la politique des élus dont ils assurent la promotion publicitaire. Ce ne sont pas non plus les électeurs, qui ne sont pas invités à se prononcer sur les véritables problèmes. Ce sont des gens qui agissent eux aussi en coulisses et dont on n'a pas parlé dans ce débat : les industriels et les banquiers qui, parce qu'ils ont l'argent et les relations avec tous les milieux du monde politique et de la haute administration, tiennent les commandes.

Jean-Paul VIAL

Elections sénatoriales

Les places sont chères...



dans la maison de retraite dorée

Ce dimanche 28 septembre ont lieu les élections sénatoriales. Rien d'étonnant à ce que bien peu de gens soient au courant : elles ne concernent que ceux que l'on appelle les « grands électeurs » — quelque 100 000 conseillers généraux, maires, députés ou autres délégués des conseils municipaux. A croire que les autres, l'immense majorité, vous et moi, sont des mineurs !

Depuis des mois, tout un monde politique s'agite en vase clos. Certains se sont mis en piste pour le Palais du Luxembourg, en tentant d'occuper l'un des cent sièges à pourvoir cette année. Car le Sénat, Chambre « haute » qui, avec la Chambre des députés, forme le « Parlement français », est renouvelable par tiers, tous les trois ans. Cette année, ce sont les premiers départements par ordre alphabétique, de l'Ain à l'Indre, qui réélisent leurs sénateurs... d'anciens ou de nouveaux, parfois anciens de 76 ans et nouveaux... de 72 ans !

Depuis des mois déjà, les marchandages, les promesses, les réunions se multiplient chez les notables locaux et départementaux pour gagner les voix des députés, conseillers généraux, délégués des conseils municipaux qui départageront les candidats.

Ceux-ci se bousculent au portillon. Ici ou là, les candidats de la majorité rivalisent avec ceux de l'opposition. Mais souvent aussi, plusieurs personnalités UDF s'opposent ! Plus que de carrière politique, il s'agit de carrière, ou de fin de carrière, personnelle, à assurer ! Le Sénat est une Chambre réputée « tranquille », avec débats les plus feutrés et polis. On y est élu pour... neuf ans (le plus long mandat des institutions républicaines) et c'est donc par définition une Chambre pour retraités des affaires politiques...

Le Sénat, plus encore que la Chambre des députés, est la chasse gardée des partis installés et traditionnels, aux nombreux élus et notables de toutes espèces. Même un parti comme le RPR est dans ce domaine-là un peu le parent pauvre car il est venu plus tard — ses ancêtres politiques remontent à 1958 — et les places étaient déjà prises par les vieux de la vieille. Un petit fait symbolise bien le fossé qu'il y a entre le Sénat et l'opinion du pays : cette année, la gauche risque de gagner quelques sièges, conséquence des dernières élections cantonales de 1976 et des dernières municipales de 1977 où elle fit une percée ! Ça risque de se répercuter maintenant au Sénat... trois ans après !

Comme on le voit, le Sénat est peu perméable aux éventuels brusques déplacements de majorité, aux humeurs changeantes de l'électorat. Il ne les répercute que plusieurs années après, et encore partiellement... puisque pour un tiers seulement.

La poussée à gauche vieille de trois ans... ne changera donc pas fondamentalement la « coloration » politique du Sénat qui n'est ni trop à gauche, ni trop à droite, au « juste milieu » en somme. Tout, dans le système électoral — durée du mandat, renouvellement par tiers, élection au second degré — concourt à assurer à cette chambre la stabilité politique. Plus pour l'ornement qu'autre chose.

Depuis sa création il y a 105 ans, le Sénat a beaucoup perdu de son prestige et de sa puissance. Sous la IIIe République, avant la Seconde Guerre mondiale, il était réputé repaire de la réaction. Mais la Ve République, le changement des institutions en 1958, qui réduisait déjà la puissance du Parlement en général, fit de la seconde assemblée un hochet... pour vieillards (il faut avoir 35 ans pour être éligible, mais la moyenne d'âge y dépasse les 60 ans).

Depuis 1958, le Sénat est mis dans l'impuissance de bloquer totalement une loi contre l'avis des députés.

Alors, qu'est-ce qui fait courir les candidats ? La sécurité de l'emploi, pardi, et son honorabilité ! On est député pour cinq ans seulement. On peut être ministre pour moins que ça, parfois. Certains maroquins s'envolent du jour au lendemain. C'est usant pour les nerfs de ne pas savoir de quoi sera fait le lendemain. C'est bon pour les jeunes loups. Mais pour certains vieux renards, comme Edgar Faure qui vient, à 72 ans, de se ménager un succès quasi assuré dans... le Doubs, le Sénat, c'est plus sûr et plus reposant.

On a vu ainsi, en 1977, des ministres élus sénateurs préférer choisir un fauteuil du Palais du Luxembourg à un siège au Conseil des ministres. Et cette année encore, ce sera le cas, d'où d'éventuels remaniements ministériels et élections législatives partielles en perspective.

Guy FICHET

Les impôts locaux :

Une augmentation incessante

Aux habituelles difficultés de la rentrée, s'ajoute chaque année la note à payer au titre des impôts locaux.

Ces dernières années, on a pu constater qu'ils subissaient une augmentation importante et incessante. Bien sûr, tout augmente, mais les impôts locaux augmentent plus vite que tout !

Quelques chiffres pour l'illustrer.

Alors que de 1970 à 1977, selon l'indice de l'Institut national de la statistique, les prix à la consommation ont à peu près doublé, dans le même temps, selon le rapport sur les comptes de la nation, les impôts locaux ont à peu près triplé. Ce qui a augmenté le plus vite, ce ne sont pas les taxes foncières payées par les propriétaires, mais la taxe d'habitation payée par tous les travailleurs, et la taxe professionnelle payée par les patrons.

« L'AUGMENTATION DES IMPÔTS LOCAUX »		
	1970	1977
Impôts locaux	100	284,5
Taxe foncière bâtie	100	265
Taxe foncière non bâtie	100	242,6
Taxe d'habitation	100	303,1
Taxe professionnelle	100	306,1
Taxes assimilées	100	226,1

Ces chiffres (voir tableau ci-contre) sont une moyenne nationale, et bien sûr les impôts locaux varient considérablement entre les communes. Les dépenses de ceiles-ci ne sont pas les mêmes, selon qu'il s'agit d'une commune de quelques centaines d'habitants, pour qui des problèmes comme la distribution d'eau ou l'évacuation d'eaux usées par exemple pèsent d'un poids tout autre que lorsque le problème se pose pour une ville de plusieurs dizaines de milliers d'habitants. Les problèmes se posent différemment également pour une commune qui vit dix mois sur douze avec un faible nombre d'habitants, et qui pendant la saison touristique voit se décupler la population à qui elle doit assurer les conditions minima d'hygiène et de sécurité.

De même, entre les communes de la banlieue parisienne et Paris-Ville, la différence du niveau des impôts locaux se fait d'autant plus sentir que la capitale est dotée depuis longue date d'un certain nombre d'équipements, alors que sa population est en légère baisse, et que par contre la plupart des communes de la périphérie ont vu un accroissement de population considérable dans le dernier quart de siècle, période pendant laquelle il leur a fallu mettre en chantier de nombreux équipements.

Les problèmes ne sont pas les mêmes à Neuilly ou à Saint-Denis, où les municipalités n'ont pas à scolariser un même nombre d'enfants, un même nombre de personnes à assister et où elles ne s'occupent pas en général des problèmes de la population de la même façon.

Mais par-delà les différences, les causes essentielles de l'augmentation des impôts locaux reviennent au développement rapide de la société industrielle capitaliste, qui a été celui des dernières années en France. Cette industrialisation s'est accompagnée d'une plus grande urbanisation, en même temps que se sont développés de nouveaux besoins. Les communes ont dû investir dans de nombreux travaux d'aménagement et de construction, et leur budget a été en accroissement constant, supportant ainsi au fond une partie des charges... du développement capitaliste !

Travaux de voirie dans une petite commune : les impôts locaux prennent souvent en charge ce que l'Etat refuse. (Ph Rush)

Qui décide ?

Le maire propose le budget au Conseil municipal, qui est censé avoir pouvoir de décision en la matière. Mais en fait, la capacité de discuter et de modifier du Conseil municipal est limitée par une série de règles.

Il y a des dépenses obligatoires, imposées en vertu du code d'administration communale, de charge d'intérêt général (comme l'enseignement, l'assistance), ou de charges d'intérêt local (comme l'entretien des biens communaux ou départementaux).

Comme le budget doit obligatoirement être en équilibre, le taux des impôts dépend donc autant des dépenses imposées par le département ou l'Etat que de celles décidées par le Conseil municipal.

Les communes n'ont jusque-là même pas la possibilité de discuter de la répartition entre les quatre impôts différents : taxes foncières bâties et non bâties, taxe à l'habitation et taxe professionnelle. Cette répartition découle des « principaux fictifs », un calcul obscur et compliqué qui remonte à des règles héritées de la révolution française.

En fait, c'est l'autonomie de gestion des communes qui est, elle, plutôt fictive.

A quoi servent les impôts locaux ?

Les impôts locaux alimentent le budget des communes. On y distingue les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement. Ce que chacune des catégories comprend peut être facilement montré au travers de deux statistiques ci-contre, concernant l'ensemble des villes de plus de 10 000 habitants — Paris excepté — pour l'année 1977.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	
Voirie communale	20,22 %
Réseaux communaux	1,77 %
Relations publiques	3,75 %
Justice	0,15 %
Sécurité et police	3,30 %
Enseignement	23,25 %
Oeuvres sociales et scolaires	8,55 %
Sports et beaux arts	13,84 %
Services sociaux	14,29 %
Services économiques	14,35 %
Services fiscaux	3,38 %

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	
Bâtiments administratifs	9,74 %
Voirie	23,82 %
Réseaux	3,37 %
Scolaire et culturel	35,36 %
Sanitaire et social	5,89 %
Transports	3,63 %
Autres services industriels et commerciaux	2,59 %
Equipement rural	0,22 %
Urbanisme	12,87 %
Autres	2,51 %

(Extrait des statistiques financières sur les collectivités locales, publiées par le ministère de l'Intérieur).

On peut voir dans les deux cas que les communes supportent de lourdes dépenses au titre de l'enseignement et de la culture, qu'elles contribuent largement au titre de l'urbanisme ou de la voirie à l'entretien ou la construction de routes et d'équipements, qu'elles participent à la construction de bâtiments administratifs qui n'ont souvent pas de rapport direct avec la commune.

Une part des charges qui devraient incomber à l'Etat revient ainsi injustement aux communes.

Cependant on peut voir que la quasi-totalité des dépenses communales sont des dépenses utiles pour la population, contrairement au budget de l'Etat dont une part importante sert aux dépenses militaires et aux subventions en tous genres pour les capitalistes.

Les éléments de la fiscalité locale

Les impôts locaux se composent : 1°) des taxes foncières (bâtie et non bâtie), payées par les seuls propriétaires ; 2°) de la taxe d'habitation payée par tous ; 3°) de la taxe professionnelle payée par les artisans, les commerçants, les professions libérales et les entreprises ; 4°) des taxes assimilées comme celle par exemple de l'enlèvement des ordures ménagères.

En 1977 ces différentes taxes se répartissaient comme suit en moyenne sur le pays :

Taxe foncière non bâtie : 7 %.

Taxe foncière bâtie : 14,3 %.

Taxe d'habitation : 22,5 %.

Taxe professionnelle : 46,9 %.

Taxes assimilées : 9,3 %.

Les travailleurs ne payent généralement que la taxe à l'habitation et les taxes assimilées, car ils ne sont la plupart du temps que locataires.

Ces taxes sont à peu de choses près les mêmes pour tous et ne tiennent pas compte des revenus. La taxe à l'habitation dépend de la surface réelle d'habitation, à quelques correctifs près concernant le quartier, le confort, l'état d'entretien, qui en modifient peu le montant.

Même ceux qui sont « non imposables », à cause de la faiblesse de leurs revenus, payent jusqu'à présent les impôts locaux. De ce point de vue, les pauvres sont « à égalité » avec les riches.

En 1981 une nouvelle réforme :

Surtout au profit des patrons

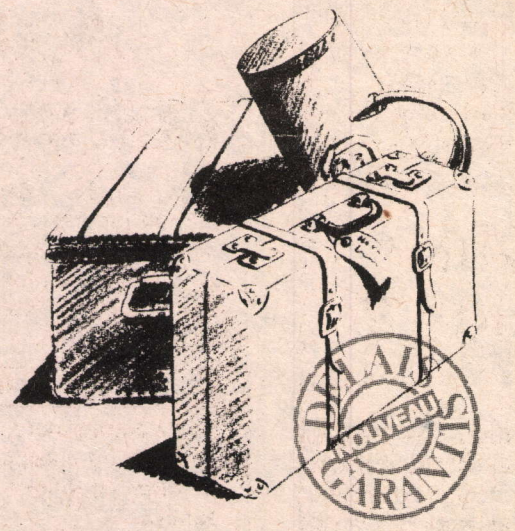
En janvier 1980 une nouvelle loi était votée concernant l'aménagement de la fiscalité locale, dont l'application sera progressive.

Parmi les aménagements qu'elle comporte, il y a entre autres la possibilité d'abattements ou de suppression de taxe à l'habitation pour les personnes âgées ou les revenus les plus modestes, il y a aussi la mise sur pied de systèmes de péréquation entre communes, dans le but d'uniformiser un peu les taux.

Mais, point important de cette réforme, il y a également la possibilité de faire varier les taux entre les différentes taxes. Il s'agit surtout de donner satisfaction aux patrons qui protestent contre le coût de la taxe professionnelle. Car s'il est précisé dans la nouvelle loi que les taux pourront être fixés par les élus des communes et non plus par l'administration, s'ils pourront en principe **« moduler l'effort demandé à chaque catégorie de contribuables »,** il est dit également que le taux de la taxe professionnelle ne devra pas augmenter plus rapidement que le taux moyen des trois autres taxes.

Cela signifie tout simplement que les seuls qui sont garantis d'avoir autant ou moins d'augmentation que les autres, sont... les patrons !

A la SNCF délais garantis... plus longs



SNCF SERVICE BAGAGES
La liberté du voyage

Maintenant des délais garantis pour le transport de vos bagages : c'est ainsi que s'intitule un petit prospectus de la SNCF à l'adresse des voyageurs.

« Maintenant des délais garantis... », voilà qui laisse entendre qu'il y a amélioration. En réalité, il y a eu régression.

Il y a deux ans, en effet, existait ce qu'on appelait les « bagages accompagnés ». En principe, lorsqu'un bagage était expédié le soir au départ de Paris par exemple, le voyageur pouvait le récupérer le lendemain matin dans n'importe quelle gare de province, même petite, du moment qu'il y avait un train direct depuis Paris. Le bagage prenait le premier train « utile » en partance pour la destination du voyageur. Il y avait parfois des retards, lors des départs et des retours de vacances notamment, mais dans l'ensemble le système fonctionnait.

Seulement depuis, les « bagages accompagnés » ont été supprimés. Pour avoir ses bagages à l'arrivée presque en même temps que soi, il faut descendre dans des grandes gares comme Marseille, Toulouse, Bordeaux... mais dès qu'il s'agit d'une gare plus petite, ne serait-ce que Périgueux par exemple, c'est beaucoup plus long : un voyageur qui expédie sa valise en « bagage enregistré » (c'est le nom du service en question) le mardi matin au départ de Paris-Austerlitz ne pourrait la récupérer qu'à partir du jeudi à Périgueux, ou même plus tard si le vendredi est un jour férié.

Cela parce que la SNCF a supprimé les accompagnateurs du fourgon-bagages sur la plupart des trains et réduit les équipes de manutention dans les gares. Les bagages ne partent plus maintenant que sur certains trains désignés d'avance, la nuit et souvent une seule fois par 24 heures.

La SNCF se moque des usagers lorsqu'elle écrit dans son prospectus qu'elle s'engage à ne pas dépasser les délais suivants : **« Cinq jours (jour de remise non compris) quelles que soient les conditions de remise et de livraison »** et **« un jour pour les bagages remis avant 18 heures et transportés de gare à gare sur une liaison directe (exception faite des jours de très fort trafic) ».**

Malgré les apparences, il n'y a pas eu progrès, mais régression. Il est vrai que si la SNCF rogne sur les crédits de fonctionnement, elle soigne quand même le secteur publicité...

Correspondant LO

Gare ! (de Lyon)

En principe, c'est le dimanche 28 septembre que la nouvelle gare souterrain banlieue de Paris-gare de Lyon devrait entrer en service. Etant donné l'état des tra vaux, on peut se demander si tout sera prêt à la date prévue. En tout cas, les voya geurs n'ont eu droit à ce jour, à aucune information de la part de la SNCF, — seule l presse a annoncé l'événement —, alors que le mode d'emploi de la nouvelle gar n'est pas d'une simplicité évidente.

En effet, cette gare ressemblera à la gare banlieue d'Austerlitz : deux quais A et et quatre voies 1, 3. 2 et 4 (dans cet ordre). Les indications SNCF sont affichées e blanc sur fond bleu et les indications RER en bleu sur fond blanc (les deux gare communiquant par une salle d'échange). Il y a donc de belles pagailles en pers pective ! Il est vrai que la SNCF a fait installer des guérites où des cheminot seront chargés de l'« aide aux voyageurs ».

Mais ce qui n'arrange rien, c'est que l'entrée et la sortie se feront par des tourn quets à billets magnétiques, comme dans le métro et comme cela se fait déjà dan certaines autres gares. Quand on connaît déjà la cohue de la gare de Lyon aux heure d'affluence, même sans tourniquets, on imagine le vent de folie qui risque d' souffler... en sous-sol.

Côté trains, les choses risquent de ne pas aller mieux. En effet, la gare étant trè en profondeur (à peu près au niveau du RER), la sortie des trains se fait par une ramp à forte pente. Et d'après les cheminots qui ont participé aux essais, cela ne va pa sans créer des problèmes au démarrage.

Pour remédier à cet inconvénient, il est prévu de mettre les locomotives côt Paris (et non pas côté banlieue) : ainsi, la gare elle-même étant à plat, les locomotive pourraient prendre trois cents mètres d'élan environ avant d'attaquer la rampe. Mais ne faudrait pas que le train soit contraint de s'arrêter en pleine rampe : il risquera d'être obligé, pour repartir, de... revenir d'abord en gare pour reprendre son élan ! Et serait même question d'alléger les trains en supprimant un wagon — l'entassemer des usagers n'étant sans doute pas encore suffisant.

Bref, l'ouverture de cette gare souterraine promet d'être mouvementée. D'ai leurs, la SNCF, à qui il arrive exceptionnellement d'être prévoyante, a demandé pour l premier jour des cheminots ayant les nerfs solides !

Mais puisque toute la presse présente cette gare new-look comme la plus belle d monde !

Correspondant L

A Angers Y'a de l'A...bus

L'an dernier, la nouvelle société de transports en commun, la COTRA, a réalisé 5.900.000 F d'économies en licenciant des chauffeurs et en supprimant les lignes pas « rentables ». Cette année, elle a encore supprimé des bus et... augmenté les tarifs !

L'hôpital d'Angers est la plus grosse entreprise d'Angers en ce qui concerne le nombre de salariés. C'est donc elle qui verse la plus grosse taxe aux transports : 300 millions de centimes par an. Malgré cela, il n'y a pas de bus pour venir y travailler à 6 h le matin, et le soir, il faudrait pointer à 20 h au lieu de 21 h30 ou 22 h pour attraper le dernier car ! Et cela sur les lignes les plus privilégiées.

Compte tenu de ces horaires et du fa que le service de bus est réduit au min mum le dimanche, les agents de l'hôpita sont perdants au niveau des tarifs. L seule réduction qui existe pour les sala riés est un tarif hebdomadaire qui donn droit à douze voyages. Les tickets non ut lisés sont à jeter. Il suffit de travailler l dimanche pour payer le prix fort.

En deux jours, 250 pétitions ont ét signées pour réclamer des bus adapté aux horaires de l'hôpital et une révision d système de tarification.

S'il n'y a pas d'argent pour les bus, si le transports en commun ne sont pas un se vice public, alors à quoi sert de payer de impôts ?

Correspondant L

Région de Tours : La SNCF supprime des lignes

Depuis la signature l'année dernière du contrat d'entreprise avec l'Etat, la SNCF a la possibilité de supprimer certaines dessertes ferroviaires jugées non rentables. C'est ainsi que, le 28 septembre prochain, les autorails ne circuleront plus sur 478 km de lignes omnibus. Dans la région de Tours, sont concernées les lignes Poitiers-Parthenay et Tours-Chinon, transférées sur route, et la ligne Buzançais-Luçay-Le-Mâle purement et simplement supprimée.

La ligne Tours-Chinon est maintenue sur le parcours Tours-Ballan en train, ce qui évitera quand même aux voyageurs les embouteillages de la banlieue. Mais les usagers des petites localités de cette ligne qui se rendent à Tours pour y travailler devront passer de vingt minutes à une heure de plus dans les transports en commun, avec un transbordement à Ballan.

C'est à juste titre que ce transfert sur route suscite les protestations des usagers, des syndicats et des partis de gauche.

Mais la direction SNCF ne veut rien savoir. Il faut dire qu'elle a d'autres objectifs pour cette ligne, objectifs qu'elle ne cache pas. Ainsi, elle explique dans un procès-verbal du Comité mixte professionnel régional du 4 juin dernier que **« libérée des contraintes dues à la circulation des autorails selon un horaire rigoureux, la desserte marchandises pourra gagner en souplesse ».** Elle ajoute : **« Il faut savoir enfin qu'une étude est actuellement en cours pour l'acheminement, via Chinon, des marchandises destinées à Loudun et sa région, qui utilisent actuellement un autre itinéraire »** (à savoir : Lencloître, Châtellerault).

Loudun est la ville qui a le triste pr vilège d'avoir pour maire et député M. Monory, ministre de l'Economie, e dont la femme est P-DG de la Société Loudunaise des Pétroles.

Lequel Monory a usé de tout so poids de président du Conseil généra de la Vienne pour que celui-ci accept la subvention du gouvernement en échange du transfert sur route de la ligne Poitiers-Parthenay.

A croire qu'il a des marchandises à transporter !

Correspondant L

« Crise de l'autom de la concurrenc capitaliste?

Y a-t-il une « crise de l'automobile » ? En Italie, Fiat vient d'annoncer la réduction de sa production de 20 % et le licenciement d'environ 15.000 travailleurs. En Grande-Bretagne, British-Leyland devrait licencier dix mille travailleurs d'ici à fin décembre. En France, chez Peugeot, les travailleurs ont été mis au chômage technique pendant plusieurs jours durant les mois de juillet et d'août. Chez Renault, la Régie a réduit les cadences de production de la plupart de ses modèles, et envisagé la mise en préretraite d'environ 2.500 travailleurs âgés de plus de 57 ans. Les deux constructeurs français réduisent d'autre part leur personnel, sans licenciement spectaculaire, certes, mais par le jeu du départ des travailleurs intérimaires et du non-remplacement des travailleurs qui quittent les entreprises.

Les constructeurs automobiles invoquent naturellement leurs difficultés, la dure concurrence, notamment des constructeurs japonais. Ils invoquent aussi le « second choc pétrolier », qui aurait entraîné une désaffection de la clientèle à l'égard des automobiles, du fait du prix du carburant.

En réalité, si certains constructeurs subissent des difficultés du fait de la concurrence, ils ne prévoient pas une baisse de longue durée de la production et de la vente. Ils prévoient même que le marché de l'automobile va continuer à se développer, comme il l'a fait ces dernières années, simplement un peu moins vite.

Cela est d'ailleurs tout à fait logique. Dans la mesure où les différents constructeurs ont, ces dernières années, énormément développé leur capacité de production, ils ne peuvent pas s'attendre à ce que leur production continue à se développer éternellement à la même vitesse.

Et pourtant, les patrons de l'automobile prévoient des réductions d'effectifs, des licenciements, du chômage partiel. Pour résister à la concurrence japonaise, ou américaine, il faudrait absolument augmenter la productivité, augmenter les cadences et la charge de travail des uns et se débarrasser

Le marché de l'automobile se réduit-il ?

Y aurait-il, comme on nous le laisse entendre, surproduction d'automobiles par rapport à la demande, ce qui expliquerait ces difficultés rencontrées par certaines marques pour écouler leur production ?

Voyons ce qu'en disent les fabricants eux-mêmes. Dans une brochure de décembre 1979, intitulée *L'avenir à moyen terme de l'industrie automobile française*, la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles écrit : « *Doit-on s'attendre à un fort ralentissement de la demande automobile ? Pour le marché français, notre réponse est : non... Les achats de voitures neuves progresseraient de 12,5 % en cinq ans, passant de 2 millions d'unités en 1980 à 2 250 000/2 300 000 en 1985... Pour le marché mondial, nous ne nous attendons pas non plus à un fort ralentissement de la demande automobile... Nous escomptons pour la demande mondiale de voitures particulières et commerciales une progression moyenne de 3 % par an de 1978 à 1985* ».

Les constructeurs prévoient de même une « *assez forte croissance des achats automobiles dans les pays en voie de rapide industrialisation (Brésil, Mexique, Corée, Nigéria)* »... Et de conclure que le marché s'élargirait de 2 % à 3 % l'an, portant la production de 31 millions en 1977 à 39 millions en 1985 dans le monde.

Ainsi, le marché s'élargit, certes plus lentement que dans les années 1970 où il se développait au rythme de 4 % l'an ; mais s'élargit tout de même.

Cette progression varie bien sûr suivant les pays. Mais ces variations n'expliquent pas pour autant les difficultés de tel ou tel constructeur. Par exemple en Grande-Bretagne, les immatriculations de véhicules neufs ont augmenté de 7,8 % entre 1978 et 1979 et en Italie de 14 % dans la même période. Mais les ventes de British-Leyland et de Fiat ont baissé.

En fait, si de tels groupes voient leurs ventes baisser, c'est tout simplement parce qu'ils sont, capitalisme oblige, durement concurrencés. Le marché mondial est âprement disputé par les différents trusts. Ceux qui perdent du terrain en tirent argument pour diminuer leurs effectifs et licencier. Mais ceux qui « réussissent » et voient leurs ventes augmenter n'embauchent pas pour autant : Renault vend de plus en plus, mais n'en diminue pas moins ses effectifs.

La « concurrence japonaise » a bon dos

La « concurrence japonaise » est devenue le leitmotiv des constructeurs occidentaux.

Il est vrai que la production du Japon croît rapidement — 17 % entre 1978 et 1979 —, qu'elle est, avec plus de 6 millions de véhicules, la 2e production mondiale, que Toyota et Nissan (Datsun) sont respectivement les 2e et 5e producteurs mondiaux et qu'ils exportent plus de la moitié de leur production.

Les voitures japonaises s'implantent dans les pays du Tiers Monde, occupent 30 % du marché américain et entre 20 et 30 % des marchés des pays d'Europe dépourvus de production nationale.

Mais les producteurs japonais ne font que suivre là la voie tracée par les General Motors, Ford, Volkswagen, Fiat et autres Peugeot ou Renault.

En France, Peugeot a vu sa production baisser de plus de 18 % sur les huit premiers mois de l'année, mais c'est bien plus au bénéfice de Renault, et de Volkswagen et Opel dans une moindre mesure, qu'à celui des marques japonaises dont les importations sont limitées à 3 % du marché. De même, si Fiat est concurrencée en Italie, c'est en particulier par Renault qui, avec 10 % du marché, est la deuxième marque, après Fiat, en nombre de voitures vendues. En fait, la concurrence japonaise sert surtout à justifier la course à la productivité des constructeurs, sous le prétexte que, au Japon, chaque travailleur de l'automobile produirait 30 voitures par an en moyenne, contre une quinzaine pour l'ouvrier européen.

Chez Renault les sont bonnes... on réduit quand m

Chez Renault, au début du mois de septembre, la production des deux principales usines de montage, Flins et Billancourt, a été réduite. A Billancourt, la production est passée de 990 R4 par jour à 890, et devrait descendre à 820 en octobre. A Flins, la production est passée de 1840 à 1680 voitures par jour (R5 et R18). A Douai aussi, la production devrait passer de 1050 à 950 véhicules par jour (R5 et R14)

Cette réduction surprend, quand on sait que les clients désirant acheter des voitures Renault doivent souvent attendre longtemps avant la livraison. Il faut toujours attendre lorsqu'on désire une R5-cinq portes, ou même une R4.

Cette réduction de la production de la Régie peut donner l'impression que celle-ci subit une crise de débouchés et ne peut plus vendre ses modèles. Mais il n'en est rien.

La Régie se porte très bien, et les chiffres de production des huit premiers mois de 1980 le montrent. La production française totale a baissé d'environ 5,6 % par rapport à la période correspondante de 1979. Mais la production de la Régie Renault, elle, est passée de 882 242 voitures pour les huit premiers mois de 1979, à 985 097 pour les huit premiers mois de 1980, soit 11,7 % de plus. La part de Renault dans la production française a augmenté ; la production de son concurrent, le groupe PSA (Peugeot-Citroën-Talbot), elle, a diminué en nombre et en pourcentage de la production française.

Cette augmentation de la production au début 1980 a eu lieu, d'ailleurs, sans embauche de personnel, c'est-à-dire avec une augmentation de l'exploitation. C'est dire que, s'il y a maintenant, en septembre, une légère diminution de la production, elle pourrait très bien avoir lieu sans diminution de personnel... Ce serait seulement revenir à la situation de 1979 !

Mais la Régie ne l'entend visiblement pas ainsi. A Billancourt, la diminution de la production a été l'occasion de licencier purement et simplement les travailleurs intérimaires — par simple « fin de contrat » —, et il pourrait en être de même dans les autres usines. D'autre part, la Régie a annoncé des mises en retraite anticipées des travailleurs âgés de 57 ans et plus. Cela signifie 2500 ouvriers en moins.

Quant aux travailleurs qui restent, la charge de travail ne dimi-

obile », ou logique
e

des travailleurs que l'on considère « en surplus ». Les patrons font là le chantage classique à la bonne marche de l'entreprise : si les travailleurs ne mettent pas les bouchées doubles, leur entreprise ne sera pas concurrentielle et devra les licencier.

Mais l'industrie automobile est, dans les pays occidentaux et notamment en France, une des industries de pointe, qui emploient un grand nombre de travailleurs, rapportent de nombreuses devises. C'est une des industries qui rapportent le plus de profit au patronat, une de celles qui, ces dernières années, ont le plus développé leur capacité de production, se sont le plus modernisées, ont le plus accru, aussi, l'exploitation des travailleurs. Les patrons prévoient eux-mêmes que l'expansion de la production va se poursuivre et que, s'il y a ralentissement, celui-ci n'est que passager. Alors, comment nous faire croire que les licenciements seraient indispensables ? Pendant des années et des années d'expansion de leur production et de bonnes affaires, les patrons n'ont-ils donc pas accumulé assez de réserves pour faire face à une mévente passagère ?

En fait, la prétendue « crise de l'automobile » n'existe pas. Il se passe seulement que, obéissant à la plus pure logique capitaliste, les patrons, pour faire face à la concurrence, concentrent et rationalisent leur production et en font supporter les frais aux travailleurs : à ceux qu'elle met sur le pavé en les licenciant et à ceux qu'elle garde dans ses usines en augmentant leur charge de travail, en les soumettant encore un peu plus aux conditions de travail déjà éprouvantes de leurs chaînes de montage.

Ce que cette prétendue « crise de l'automobile » met en relief n'est rien d'autre que l'absurdité capitaliste, qui est dans ce cas d'une criante évidence. Les progrès techniques, le développement de la productivité n'aboutissent pas à soulager l'humanité. Au lieu de permettre, par exemple, de réduire le temps de travail, ils aboutissent au licenciement des uns et à la surexploitation de ceux qui restent.

Une forme de concentration : la fabrication en commun

Depuis plusieurs années, dans l'industrie automobile, on a assisté à des accords de coopération entre constructeurs. Le dernier en date est celui que viennent de conclure les groupes Fiat et Peugeot-SA. Il prévoit la fabrication en commun d'un petit moteur (de un peu moins de 1000 cm³), qui pourrait ensuite équiper les modèles Fiat et les modèles Peugeot.

Ce n'est pas le premier accord de ce genre conclu entre Fiat et Peugeot, ni entre deux constructeurs en général. La camionnette « C 35 » est déjà le fruit d'un mariage entre Fiat et Peugeot. Les organes mécaniques sont fabriqués dans les usines françaises du groupe PSA, tandis que la carrosserie et le montage sont assurés dans une usine Fiat d'Italie.

De même, une filiale commune de Renault et Peugeot, la Société Française de Mécanique, fabrique à Douvrin, dans le Pas-de-Calais, des moteurs ou des pièces de moteur qui sont ensuite utilisés pour les modèles Renault ou Peugeot.

Au lieu que Renault et Peugeot conçoivent et fabriquent séparément deux moteurs de caractéristiques similaires, il est évidemment plus économique pour eux de concevoir un même moteur, et de lui donner une cadence de fabrication deux fois supérieure, en l'utilisant dans les modèles des deux marques. C'est au fond une forme de concentration de la production.

En réalité, cette production en commun n'est pas encore très développée. Mais il est probable que les constructeurs européens envisagent de lui donner une plus grande extension dans les années à venir. Mais cela signifierait bien sûr que les moteurs fabriqués dans les filiales communes, par exemple, ne seraient plus fabriqués dans les usines de chaque groupe, ce qui voudrait dire des restructurations et des « allègements d'effectifs » dans celles-ci.

La « rigidité socio-syndicale »

Au nombre des handicaps de l'industrie automobile française face à ses concurrents, la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, dans une brochure de 1979, cite « *l'utilisation de l'outil de production* ». On peut lire notamment que « *dans ce domaine, les constructeurs français souffrent, par rapport à leurs concurrents, de divers handicaps qu'on ne peut passer sous silence : vis-à-vis des Japonais, ils souffrent d'un taux d'absentéisme beaucoup plus élevé et, vis-à-vis des Américains, de rigidités socio-syndicales qui, quand l'activité fléchit temporairement, rendent extrêmement difficile l'adaptation de leurs effectifs aux besoins réel* ».

Des ouvriers qui ne sont jamais malades, que l'on peut licencier quand on veut, reprendre quand on veut, faire travailler le samedi et le dimanche si besoin est, qui de plus seraient ultra-productifs, et enfin modestes sur le plan salarial, voilà l'idéal, en somme. Et si les travailleurs ne partagent pas cet idéal avec leurs patrons, il y a un nom pour cela : c'est de la « rigidité socio-syndicale ».

Au moins, ça prouve qu'ils sont conscients que, à trop s'attaquer aux travailleurs, ils pourraient tomber sur un os.

entes
me le personnel !

nue pas pour eux. La maîtrise procède sur les chaînes à des redistributions des opérations de montage, à des suppressions de poste. En même temps d'ailleurs, pour faire passer la chose, elle tente d'exploiter la peur du chômage que les travailleurs pourraient avoir, en ces temps où l'on parle de « crise de l'automobile ». C'est ainsi que des bruits de chômage partiel courent avec insistance dans les usines.

En fait, ce que l'exemple de la Régie montre bien c'est que, même dans une entreprise dont les perspectives sont bonnes, la direction peut envisager une réduction de la production, une diminution des effectifs, afin de mieux faire passer sa politique d'augmentation de la productivité aux dépens des travailleurs. La « crise de l'automobile » est un bon argument, et fournit l'occasion.

L'usine Renault de Flins : fabrication des R5.

Produire toujours plus... avec moins de travailleurs

C'est ce que les patrons appellent « augmenter la productivité ». C'est là leur clef pour être concurrentiels.

Cela commence bien sûr par la pression continuelle sur les cadences, sur la charge de travail de chacun. C'est aussi, à l'occasion de la modernisation d'un atelier, de l'introduction de nouvelles machines ou de robots, la suppression parfois très importante de postes de travail. Lorsque par exemple Renault rénova il y a peu « l'électrophorèse » à Billancourt (secteur où s'effectuent la métallisation et le masticage des carrosseries), 50 % des postes ont été supprimés, soit 200 environ.

Pour prendre l'exemple de la Régie Renault, avec un effectif de 63 000 travailleurs, la production s'élevait en 1964 à environ 550 000 véhicules. En 1979, 110 000 travailleurs fabriquaient 1 900 000 véhicules environ. Autrement dit, la production est passée en quinze ans, de 1964 à 1979, de 8,7 à 17 voitures par an et par travailleur.

Quand Peugeot sous-traite... son personnel

Depuis quelques mois, la crise de l'automobile fait planer son ombre sur la région de Belfort-Montbéliard. Ce furent d'abord des usines sous-traitantes de Peugeot, puis les usines d'automobiles Peugeot qui déclarèrent voir leurs charges de travail diminuer. Les usines Peugeot ont diminué leur production pour les huit premiers mois de 1980, de 18,7 % par rapport aux huit premiers mois de 1979.

Parallèlement, à l'Alsthom—Belfort, à 16 kilomètres de Sochaux, il y a des commandes. L'EDF a presque doublé sa commande d'alternateurs de centrales nucléaires pour 1981. La SNCF, avec les rames du TGV, contribue elle aussi à la prospérité des profits du trust. Alors, l'Alsthom est contrainte d'embaucher, en particulier des soudeurs qualifiés qu'elle ne trouve pas sur le marché du travail, les salaires proposés étant trop minables.

Plutôt que d'augmenter les salaires, l'Alsthom a pris pour une durée de trois ou six mois du personnel des Automobiles Peugeot et des Aciers et Outillages Peugeot. Il y a actuellement sans doute une soixantaine de personnes travaillant ainsi à Belfort (le patron refuse d'en donner le nombre exact au CE),

Bien sûr, le personnel ainsi déplacé touche des primes de déplacement (environ 200 F par mois). Mais les grands gagnants sont les patrons. Cette solution permet à Peugeot de continuer à faire travailler plus de 42 heures par semaine dans ses usines. Pour l'Alsthom, c'est une solution plus économique que de passer par des firmes d'intérimaires, avec les mêmes avantages ; c'est une solution qui permet au patrons de ne pas relever les salaires.

Ce n'est pas, comme certains le croient, une bonne solution contre le chômage. Quand les patrons se prêtent ainsi du personnel, c'est une bonne affaire de plus pour eux. En même temps, dans la région, les deux grandes usines font plus de 40 heures par semaine et le chômage se développe.

LA CRISE DE L'AUTOMOBILE EN ITALIE

L'affaire Fiat : Un test pour le patronat italien

Des métallos de Rome manifestant pour soutenir les ouvriers de Fiat à Turin. (Ph UPI)

Au début du mois, la direction du groupe Fiat avait annoncé qu'elle devrait procéder à une réduction d'effectifs de 24.000 personnes dans les mois qui viennent. Des négociations avaient été engagées dans ce but avec les organisations syndicales.

Mais, jeudi 11 septembre, les dirigeants de Fiat ont brusqué les choses. Rompant les négociations avec les organisations syndicales, ils ont mis en route une procédure de licenciement pour 14.469 travailleurs exactement.

Il avait été question, jusqu'alors, de mettre 24.000 personnes au chômage, mais sans les licencier de Fiat et en leur conservant leur plein salaire, qui aurait été payé par la « caisse d'intégration », caisse prévue pour indemniser le chômage partiel. La direction de Fiat avait seulement indiqué que, au terme d'une période de quinze mois, un certain nombre de ces 24.000 personnes seraient licenciées, à moins que la situation commerciale du groupe Fiat se soit notablement améliorée d'ici là. Mais les responsables de la FLM — le syndicat unitaire de la métallurgie — ont, dans un premier temps, refusé cette solution. La direction de la Fiat rejette donc la responsabilité sur eux, déclarant que ce sont eux qui n'ont laissé, comme issue, que le recours aux licenciements.

De toute évidence, les dirigeants de Fiat veulent faire vite et frapper, en souhaitant que les travailleurs de ses usines auront d'autant moins envie de réagir. Ils veulent profiter du climat ainsi créé pour augmenter les cadences de production pour les travailleurs qui ne seront pas licenciés. L'objectif avoué est de relever la productivité qui, selon Fiat, est bien plus basse que chez ses concurrents, les constructeurs automobiles européens et surtout japonais.

Les rumeurs de crise dans l'automobile viennent ainsi à point pour aider Fiat à justifier sa politique, en grossissant pour les besoins de la cause ses difficultés financières. Car, s'il semble effectif que les voitures Fiat se vendent un peu moins bien ces temps-ci, tous les autres secteurs du groupe — qui est bien loin de ne s'occuper que de construction automobile — se portent de l'avis général fort bien. Mais, pour le gérant de l'industrie transalpine qu'est Fiat, il n'est bien sûr pas question de prendre sur les profits de ses autres secteurs pour couvrir les pertes, si pertes il y a, du secteur auto. Il préfère licencier des travailleurs.

Mais l'affaire dépasse largement, en fait, le cadre du groupe. Par sa taille, l'entreprise Fiat joue pour toute l'Italie le rôle de baromètre des relations entre classe ouvrière et patronat. En procédant à ce petit coup de force dans ses usines de Turin, Fiat fait un test qui, s'il se révèle positif pour les patrons, pourrait être suivi, dans d'autres secteurs, d'autres restructurations et licenciements massifs. D'ailleurs, au moment même où Fiat met en route sa procédure de licenciement, une loi sur la mobilité du travail est en discussion au Parlement, et du coup de nombreuses voix patronales s'élèvent pour dire que le vote de cette loi devient décidément urgent. Cette loi vise à fixer une procédure de licenciements collectifs permettant aux patrons de se débarrasser « en douceur » du personnel qu'ils estiment en excédent.

Des accords sur la « mobilité du travail » existent déjà, d'ailleurs, dans les conventions collectives et ont donc d'ores et déjà l'accord des organisations syndicales. Elles prévoient une procédure de « mobilité inter-entreprise » ou de « mobilité externe », autrement dit de reclassement d'une entreprise à l'autre.

Or, pour le moment, la réaction des organisations syndicales a été d'appeler en tout et pour tout à une grève générale de protestation de quatre heures dans l'industrie de la région turinoise.

Une grève nationale de quelques heures serait également envisagée. Il est évident que cette agitation programmée à l'avance, habituelle aux syndicats italiens, n'est guère de nature à faire reculer Fiat. D'autant plus que, parallèlement, la FLM a accepté de reprendre la discussion avec la direction, discutant s'il faut utiliser la procédure de « mobilité externe », la mise en « caisse d'intégration » de 24.000 personnes déterminées, ou bien de tout le personnel à tour de rôle. C'est au fond accepter déjà les licenciements et le coup de force de la direction Fiat.

L'inconnue reste la réaction de la classe ouvrière elle-même à ce qui apparaît comme une déclaration de guerre en bonne et due forme. Il n'y a en tout cas qu'une réaction profonde et générale qui pourrait faire reculer Fiat et, avec lui, tous les patrons qui observent ce conflit et ne demandent qu'à imiter les dirigeants du groupe turinois.

André FRYS

Quand Alfa-Romeo épouse Nissan, Fiat joue les amants outragés

Des Datsun (fabriquées par Nissan) importées en Europe. (Ph UPI)

Samedi 20 septembre, Cossiga, chef du gouvernement italien, a donné son accord à la création d'une société mixte entre la firme Alfa-Romeo et le fabricant automobile japonais Nissan (qui vend des voitures sous la marque Datsun). Alfa-Romeo est, en Italie, une usine nationalisée, contrôlée par un holding d'Etat. Depuis longtemps, les dirigeants du groupe se plaignaient de ce que celui-ci perdait de l'argent, mettaient ce déficit sur le manque de productivité dans les usines et de l'absentéisme ouvrier, et cherchaient à associer Alfa-Romeo à un autre constructeur.

L'accord entre Alfa et Nissan prévoit la création d'une société dont le capital serait souscrit pour moitié par chacun des partenaires. Cette société, l'ARNA (Alfa-Romeo-Nissan-Automobile) serait gérée par Alfa-Romeo et produirait à partir de 1984 une voiture de petite cylindrée, à raison de 60.000 exemplaires par an. L'acier des carrosseries sera fourni par Nissan, les moteurs et d'autres organes par Alfa-Romeo, et le montage sera réalisé dans une usine gérée par la société commune.

La nouvelle a provoqué en premier lieu les protestations, comme on s'en doute, de Fiat. L'accord d'association avec Alfa-Romeo avait bien été d'abord proposé à Fiat. Mais celui-ci ne tenait pas plus que ça à relancer une entreprise qui, sur le marché italien, est son principal concurrent. L'accord intéressait par contre Nissan, qui peut ainsi participer à la fabrication de voitures sur place, en Europe, au moment ou la Communauté européenne met des obstacles à la pénétration des voitures japonaises sur le marché européen, par des mesures protectionnistes.

Du coup, les dirigeants de Fiat ont protesté et déclaré que l'accord est **« un fait extrêmement grave pour l'industrie automobile, non seulement italienne, mais aussi européenne »**. Pourtant le gouvernement italien a expressément limité la fabrication à soixante mille voitures, ce qui n'est tout de même pas très gênant pour Fiat qui en fabrique près de deux millions, et en cela Cossiga a répondu tout simplement aux pressions... des dirigeants de Fiat eux-mêmes ! Et, en soi, le fait d'avoir un concurrent qui vend sur le marché italien des voitures fabriquées par une société à capitaux japonais n'est pas plus grave que d'avoir un concurrent dont les capitaux provenaient uniquement de l'Etat italien, comme c'était le cas dans le passé !

On peut se demander, dans ces conditions, si l'accord Alfa-Nissan, dont les dirigeants de Fiat devaient tout de même bien savoir qu'il allait se conclure et qu'ils auraient eu les moyens d'empêcher, ne les arrange pas en fait un peu. Au fond, le prétexte de la concurrence japonaise tombe très bien, au moment ou Fiat veut licencier 15.000 travailleurs et déplore le « manque de productivité » dans ses usines. « Comment Fiat pourrait-il garder ses ouvriers, au moment où les redoutables concurrents japonais frappent à la porte et mettent même le pied sur le marché italien ? » diront les représentants patronaux aux représentants syndicaux. Et comment les dirigeants syndicaux italiens pourraient-ils contrer cette argumentation, eux qui, au fond, acceptent cette logique capitaliste ? En licenciant des ouvriers, que fait donc Fiat, sinon défendre l' « industrie nationale » — c'est-à-dire lui-même — selon la bonne logique capitaliste de la rentabilité ?

Au fond, Fiat pourra maintenant dire aux travailleurs qu'il licencie : « Je n'y suis pour rien, c'est la concurrence japonaise. Si vous n'êtes pas d'accord, adressez-vous au gouvernement qui a dit « oui » à l'accord Alfa-Nissan » !

Travail à temps partiel

Vers la légalisation du chômage à temps partiel ?

Le conseil des ministres du 24 septembre a adopté un projet de loi concernant le travail à temps partiel tant dans l'administration que dans les entreprises privées. Matteoli, ministre du Travail, aurait présenté son projet en expliquant que cette pratique, même marginale, pourrait entraîner une diminution du nombre des chômeurs. A défaut de résorber le chômage, et à supposer que les patrons soient réellement intéressés par la chose, le ministre du Travail y gagnerait quelques centaines ou milliers de chômeurs de moins... dans ses statistiques !

Jusque-là, la création par un patron d'emplois à temps partiel était soumise à une réglementation stricte : le patron devait obtenir l'autorisation de l'inspecteur du travail et l'accord du Comité d'entreprise. La durée de ce travail devait en outre obligatoirement être comprise entre 20 et 30 heures hebdomadaires.

Dans le projet gouvernemental, ces obstacles sautent. Et le temps partiel coûterait moins cher aux patrons qu'auparavant en charges sociales.

Pour ce qui est de la durée, toute liberté serait laissée aux patrons, y compris celle d'imposer, à leur gré, des « heures complémentaires » dépassant l'horaire prévu dans le contrat, et payées au tarif normal.

Ce projet est présenté comme voulant donner, aux salariés comme aux employeurs, de plus grandes possibilités de souplesse dans « l'aménagement du temps de travail ».

En fait, la souplesse est surtout en faveur des patrons.

D'abord parce que la nouvelle réglementation, si elle donne toute latitude au patron pour décider ou non la création d'emplois à temps partiel, et pour décider, dans chaque cas, de la durée hebdomadaire, ne garantit en rien par contre que les travailleurs qui voudront travailler à temps partiel le pourront : c'est, de toute façon, le patron qui décide en la matière.

Ensuite parce que dans le contexte actuel de développement du chômage, où l'on voit les entreprises, y compris les plus grandes et les plus riches, « dégraisser » par tous les moyens leurs effectifs sous prétexte de crise, cette nouvelle réglementation du travail à temps partiel risque bien de n'être qu'une nouvelle possibilité donnée aux patrons de transformer des postes de travail à temps complet en postes de travail à temps partiel. Ce « travail à temps partiel » que le gouvernement veut favoriser a toutes les chances de n'être, dans les faits, sous un nouveau label, que le « chômage à temps partiel » qui existe déjà.

Jean-Jacques LAMY

CREDIT LYONNAIS (Levallois)

Les employés du « Portefeuille » se défendent

Cela fait deux semaines que trois sections du service Portefeuille débrayent (environ cinquante personnes sur les deux cents employées).

A l'origine, il y a la crainte de voir s'effectuer une restructuration du service sans que la direction fournisse la moindre information à ce sujet.

La CGT annonçait quant à elle le départ d'une masse importante de travail vers des façonniers extérieurs à l'entreprise et appelait en protestation à débrayer il y a une quinzaine de jours.

A son initiative et avec la participation de FO et de la CFDT, en deux semaines, les travailleurs en sont à leur sixième arrêt de travail.

La direction faisait au début la sourde oreille. Mais devant la multiplication des mouvements, le chef de service tentait le lundi 22 septembre d' « informer » les sections. Il faut croire qu'elle n'a pas été suffisamment convaincante puisque l'après-midi un nouveau débrayage lui répondait. Mais jusqu'à présent le Crédit Lyonnais n'a rien cédé sauf... des promesses orales sur le maintien du travail à Levallois.

La CGT fait cavalier seul dans ce conflit, elle lance appel sur appel, tract sur tract, invitant les employés de tous les services à entrer dans l'action, poussant à la lutte, utilisant un langage dur.

Mais une fraction importante du Portefeuille reste dans le vague et ne voit pas sur quoi tout cela peut déboucher. Tout le monde est en effet convaincu que les débrayages aussi nombreux et répétés soient-ils ne suffiront pas à régler les problèmes — d'autant plus que seule une minorité participe au mouvement.

Alors faut-il envisager la lutte sur l'ensemble de Levallois ? Effectivement, la restructuration prévue par la direction touchera, si ce n'est déjà fait, la majeure partie des services. Mais cela paraît dans l'état actuel guère possible, y compris à l'énorme majorité du Portefeuille.

En attendant, les travailleurs de la section marquent le coup vis-à-vis de la direction et ont la satisfaction de voir depuis une dizaine de jours bien des chefs se tortiller devant eux et être mal à l'aise quand il faut donner des explications.

Correspondant LO

GENERAL MOTORS (Strasbourg)

La CGT veut-elle produire américain ?

Après l'annonce de dix jours de chômage partiel à General-Motors Strasbourg, le syndicat CGT de l'entreprise s'est manifesté par la signature d'une pétition à la sortie de la cantine et l'organisation d'un meeting à la porte de l'usine.

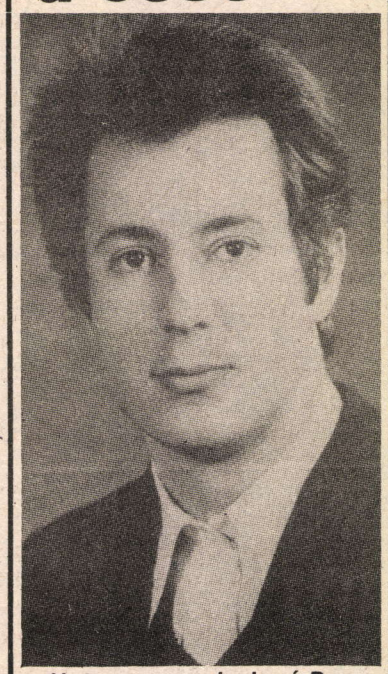
Dans sa prise de parole, le responsable, permanent de l'UD-CGT du Bas-Rhin, après avoir exposé les revendications de la CGT : les 35 heures, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés, n'a pas hésité à avancer une solution qui semble lui tenir particulièrement à cœur : **« Pourquoi n'en reviendrions-nous pas au protectionnisme ? Les Japonais le font bien, eux » !**

Autant dire à General-Motors de rapatrier tout de suite ses capitaux en Amérique et de fermer l'usine puisque la plus grande partie de la production de boîtes de vitesses automatiques que nous fabriquons à Strasbourg est destinée à Opel en Allemagne et Chevrolet aux Etats-Unis !

Quant aux revendications qui pourraient donner aux travailleurs des objectifs clairs, l'interdiction des licenciements et le maintien intégral de notre salaire, il n'en a guère été question.

Correspondant LO

Au revoir mais pas adieu à José



Notre camarade José Dumenil est décédé, le 19 septembre, dans un accident de la route. Il avait 27 ans.

Rentré chez Chausson à Asnières, comme apprenti-ajusteur en 1970, il s'engageait rapidement dans la lutte quotidienne pour la défense de tous ses camarades ouvriers, mais aussi dans le combat pour une autre société, communiste. Et c'est en tant que militant ouvrier et militant révolutionnaire que José Dumenil était connu et apprécié de ses camarades.

Le grand nombre de ses camarades, présents à ses obsèques, témoignait de leur attachement à son souvenir mais aussi de leur volonté de poursuivre le combat que pendant sa vie malheureusement courte José Dumenil a mené avec simplicité et sincérité.

Comme le dit sa famille dans une lettre adressée aux camarades et aux amis de José : **« Nous avons eu la confirmation qu'une autre grande famille était née et avait grandi dans le cœur de José. Cette famille, c'est vous. Il y avait certainement vécu quelques peines, quelques difficultés, mais aussi combien de satisfactions âprement méritées par la volonté de tous... Son engagement n'aura pas été vain. Demain, avec la même loyauté, d'autres « José » reprendront le flambeau d'honneur, de liberté et de justice ».**

RENTREE SCOLAIRE

Les parents d'élèves occupent une classe à l'école Henri-Chiron (Angers)

Sur la base d'estimations des effectifs réalisées en janvier, le rectorat n'a pas hésité à fermer la huitième classe de l'école Henri-Chiron, à Angers. En fait les effectifs sont plus importants que prévu et cette fermeture de classe est en contradiction avec les règlements de l'Education nationale qui prévoient huit classes pour 201 élèves : ils sont 206 dans cet établissement.

Afin de contraindre l'administration à rouvrir cette classe, afin d'éviter que leurs enfants ne soient entassés toute l'année dans des classes surchargées, les parents ont décidé d'occuper l'école. Ils sont allés manifester à une vingtaine à la préfecture samedi dernier et ils continuent à occuper symboliquement une classe.

Jusqu'à présent, le rectorat refuse : manque d'instituteurs, prétend-il !

Correspondant LO

Une classe installée sur la chaussée devant la préfecture de l'Essonne à Evry pour protester contre la suppression d'une classe dans une école où l'effectif est passé de 257 à 254 élèves ! (AFP)

Suppression de classe à Bordeaux :

Les parents s'en mêlent

Encore une suppression de classe à l'école maternelle du quartier Saint-Michel à Bordeaux. L'administration, retranchée derrière les chiffres, ignore les réalités humaines : l'école accueille des enfants de travailleurs immigrés (plus de 50 %) et de familles françaises très défavorisées.

Les enseignantes, n'acceptant pas cette fermeture, ont informé les parents. Un groupe très déterminé a décidé de l'occupation immédiate de l'école et depuis met tout en œuvre pour obtenir la réouverture : blocage de la rue, délégations répétées à l'inspection académique avec la participation des enfants munis de trompettes et sifflets ; articles et photos dans la presse, information auprès des autres parents, des autres écoles, des autorités locales. Ils n'ont pas hésité à occuper les bureaux de l'Inspection départementale, à téléphoner tous les quarts d'heure à l'académie, obtenant ainsi une conversation avec l'inspecteur qui eut pour seul argument de signaler : « *Qu'une école occupée de Caen avait été vidée par les forces de police* ». Face à l'indifférence délibérée de l'administration, les parents déclarent : « *Si l'inspectrice ne vient pas à nous, nous irons à l'inspectrice !* ».

dans les entreprises...

ENTREPRISE, DANGER !

CLERMONT-FERRAND

Le chantier du siècle

« Le grand jour est arrivé. (...) Pour tout Clermont, l'an 01 a commencé. » Ce titre pompeux du journal local **La Montagne** représente l'ouverture du Champ de Jaude, centre commercial construit sur plusieurs niveaux avec cinéma, restaurants, en plein centre ville. C'est la dernière réalisation de la municipalité. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est la manière dont s'est construit cette **« oasis climatisée »** où règnent « calme, luxe et volupté ». L'envers du décor : ouvrir à tout prix.

Un ouvrier du chantier raconte : **« J'ai vingt-deux ans dans la profession, c'est la première fois que je vois ça. Le 10 septembre, la municipalité voulut ouvrir à tout prix. Alors, les entreprises travaillaient des soirs après minuit. Elles embauchaient sur le chantier, à tour de bras, ceux qui se présentaient. C'était la frénésie. Les commerçants de la galerie marchande, effrayés de n'avoir pas terminé à temps, venaient jusqu'à notre entreprise pour nous réclamer de travailler sans devis !**

Dans ces conditions, le travail est fait de travers. Il y a eu une inondation sous la verrière. Les marbres d'un grand magasin sont mal posés. Les procès pleuvent déjà. Je vous le dis, c'est vraiment le chantier du siècle.

Des accidents : les journées de douze à quatorze heures, ce n'était pas rare. Et cela continue encore. Dans cette ambiance, la sécurité n'existe pas. Pas de casques, pas assez de rembardes de sécurité. Les parpaings lancés des échafaudages pour aller plus vite. J'ai même vu un gars venir travailler avec un bras dans le plâtre. Les badauds circulaient où ils voulaient. Alors, les accidents se sont multipliés : fractures, brûlures, électrocutions, contusions. Un ouvrier s'est abîmé l'œil contre une barre. Et dernièrement, un gars est tombé de huit mètres de haut : fracture de la jambe, contusion à la tête. Il est dans le coma aujourd'hui encore ! ».

Mais l'inauguration était réussie ! Ce jour-là, on a mis les ouvriers au repos (car le chantier n'est pas fini). Le gratin de Clermont, entrepreneurs, commerçants, préfet et maire de la ville ont fêté ça.

Monsieur le maire, sans doute parce qu'il porte l'étiquette socialiste, a demandé à tout ce beau monde, au milieu des 800 bouteilles de champagne et des 18.000 toasts, d'avoir une pensée pour l'ouvrier dans le coma !

Correspondant LO

THOMSON-BAGNEUX

Un accident grave, cela « ne concerne pas » la direction

Un peintre de 62 ans qui travaillait sur le toit d'un bâtiment est passé à travers la verrière sur laquelle il était juché. Il a fait une chute de 4 mètres. Bilan : quatre côtes cassées, le bassin fracturé, les poumons perforés.

Ce camarade nous a ainsi raconté l'accident : **« Le matin de l'accident, le chef de chantier m'a dit de monter sur le toit de la plate-forme du bâtiment 5. Je ne voulais pas y aller, en particulier sur la partie vitrée. Il m'a commandé, il est allé lui-même sur le toit pour me montrer. Ce n'est pas de moi-même que j'y suis allé ! A mon âge, on ne fait pas le cirque comme ça. Maintenant, je ne sais pas ce que je vais pouvoir faire. Je ne pourrai pas reprendre mon travail ».**

Après l'accident, un autre de ses chefs est accouru en s'écriant : **« Je ne lui avais pas dit d'y aller ! ».** Le chef de chantier, lui, ne pipait mot. Chefs et ingénieur de la sécurité ont fait immédiatement nettoyer toute trace de l'accident, sans même attendre que le blessé soit emmené à l'hôpital. Le lendemain, les autres peintres intérimaires — comme lui — avaient disparu de Thomson. Ils étaient les seuls à connaître personnellement l'accidenté, et l'un d'eux avait été témoin de l'altercation avec le chef de chantier.

A la réunion du Comité d'entreprise, le représentant de la direction a refusé de répondre. **« Cela ne nous concerne pas »**, estime la direction. Son prétexte : l'accidenté était intérimaire dans une entreprise de peinture qui travaillait pour Thomson.

Correspondant LO

RENAULT-CKD (Grand-Couronne)

Deux accidents... suivis d'effet

L'usine Renault-CKD de Grand-Couronne.

Au CKD, mercredi 17 septembre, un premier accident s'est produit le matin au Bâtiment C lors d'une manœuvre de stockage en hauteur par un clark : un panier pesant près de quatre-vingt kilos est tombé de six mètres sur une ouvrière. Celle-ci ne doit qu'à la chance de s'en sortir sans trop de mal.

Sur le moment, ce fut bien sûr la consternation et les ouvrières n'avaient pas le cœur à reprendre le travai. Elles ont donc proposé d'aller au bureau du chef de fabrication demander des comptes sur la sécurité : pourquoi les zones de stockage et les zones de travail sont-elles confondues ? Pourquoi les palettiers de ce secteur n'ont-ils pas de plancher pour retenir les paniers ? Pourquoi les palettiers ne sont-ils pas cloisonnés ?

Mais le midi, avant même que cette réunion ait lieu, un autre accident se produisait dans une autre partie du même bâtiment : un engin heurtait un piéton qui ne pouvait pas emprunter la voie piétonne car elle était encombrée d'emballages (ce qui est constant au CKD depuis plusieurs mois vu la hausse des programmes). L'ouvrier est sorti indemne malgré la violence du choc, mais tout le monde s'est rendu compte là encore de ce qui aurait pu arriver !

Alors aussitôt, un débrayage a suivi pendant près de trois heures rassemblant une centaine de personnes. Il faut ajouter la vingtaine d'ouvrières de l'autre secteur qui, au même moment, étaient dans le bureau du chef, qui, là, ne pouvait plus se défiler.

Ce jour-là, en plus des travailleuses et des travailleurs, la direction a eu sur le dos l'inspectrice du travail et la Caisse régionale d'assurances maladie qui ont décidé d'ouvrir une enquête. Cela fera peut-être réfléchir la direction, à défaut de préoccupation pour la sécurité !

Correspondant LO

URSSAF (Montreuil)

La tour infernale ?

A l'URSSAF, la fin des vacances a sonné l'heure du grand déménagement. En effet, le centre de Gallieni-Bagnolet (1 400 personnes environ) d'abord, puis la plupart de services de Bolivar-Paris (1.200 personnes environ) doivent émigrer à Montreuil pour y être regroupés dans des locaux communs.

D'après les visites guidées et commentées que la direction avait organisées avant le déménagement (on a même eu droit à la projection d'un magnifique diaporama et à la remise de plaquettes explicatives à l'aspect agréable), Montreuil, c'était « tout beau, tout nouveau ». Malheureusement, la réalité n'est pas aussi souriante.

Ainsi, lundi 15, dans le service des archives, qui est situé en sous-sol, plusieurs employés ont eu des malaises. Une chef a même dû être évacuée à l'hôpital Tenon après qu'il ait fallu la réanimer sur place avec un masque à oxygène. Devant cette hécatombe provoquée par des émanations gazeuses provenant de colonnes d'eaux usées, la direction a précipitamment fait sortir tout le service. A cette occasion, on a d'ailleurs pu voir un directeur s'agiter en tous sens, visiblement affolé.

La direction pourra difficilement prétendre qu'elle découvrait le problème. En effet, plusieurs employées du service s'étaient plaintes de ces émanations lors des jours précédents. En outre, selon la CFDT, les pompiers auraient, eux aussi, plusieurs fois constaté et signalé le problème.

Correspondant LO

CRAMIF (Paris)

Dossiers dangereux ?

Un événement à la CRAMIF (Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile de France) : le directeur adjoint est descendu aux Archives Appareillage, à la suite d'une inscription au registre de sécurité.

Dans la minuscule pièce réservée aux Archives administratives, on ne peut pas dire que les dossiers soient classés : ils sont empilés. La place est comptée, les travées sont tellement étroites qu'on ne peut utiliser d'escabeaux pour accéder aux rayonnages supérieurs. Alors, vive l'escalade ! Des affiches en couleurs mettent en garde contre les dangers que cela représente sur le plan de la sécurité ; les responsables se bornent à les laisser jaunir sur les murs !

Les dossiers sont tellement serrés que, si on en veut un, on en sort dix, qu'on recase ensuite comme on peut ! Déchirés, cornés, ils partent en lambeaux ! Il faut dire que certains sont des reliques, qui datent quelquefois de 1946, époque de la création du service.

Pour travailler là-dedans, il faut avoir le goût du risque, une certaine agilité et avoir la ligne !

Le directeur a pris une décision : faire classer tous ces dossiers par le chef de service et deux archivistes qui ont, en plus, leur travail ordinaire. Trois employés supplémentaires sont venus à la rescousse.

Pour l'instant, ils ont commencé à dégager... les sorties de secours embouteillées par des armoires et la moitié des travées. C'est déjà cela. Pour la suite, en sachant qu'il se constitue environ 5.000 nouveaux dossiers par an, on se demande qui gagnera la course de vitesse !

Correspondant LO

dans les entreprises...

ALSTHOM-ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

Ras-le-bol généralisé

Depuis le retour des congés à l'Alsthom-Atlantique un certain nombre de mouvements dans différents secteurs révèlent le mécontentement.

Ce sont les bureaux d'étude de préparation de la tôlerie qui ont commencé dès le retour des congés, à propos d'un manque de promotions distribuées en juin. Ils sont quarante à débrayer une demi-heure depuis deux mois tous les jours et à visiter d'autres services. La direction ne cède pas. Mais les employés et dessinateurs ne cèdent pas non plus.

Dernièrement, chez les peintres, un travailleur militant combatif de la CFDT recevait une lettre d'avertissement. Une pétition partie de la base fut signée par 36 travailleurs sur quarante. Elle fut portée à la direction avec débrayage à l'appui malgré la présence des gardiens. (A noter que deux des quatre travailleurs qui n'ont pas signé sont des militants de la CGT, gênés que la pétition soit à l'initiative de travailleurs du rang et que le sigle CGT n'y apparaisse pas. Le syndicat CGT du chantier les a soutenus officiellement. Les peintres en ont tiré les leçons.)

En ce moment c'est au MBC que nous en avons ras-le-bol. Quand nous sommes mutés dans les châteaux des bateaux des primes sautent. Nous perdons environ 100 F par mois. Cette fois nous n'avons pas accepté. Depuis presque trois semaines des débrayages ont lieu chaque jour. Nous avons bloqué l'accès des chantiers durant une heure, deux jours de suite la semaine dernière. Nous sommes allés voir et discuter avec nos camarades de l'atelier 36.

Lundi nous avons bloqué pendant une heure le portique qui devait amener un bloc au prémontage. C'est tous les jours que nous décidons, en assemblée générale, la forme des débrayages.

Pour l'instant, la direction, là non plus, ne cède pas. Elle s'est même permise de donner un avertissement à un délégué sous prétexte qu'il bloquait les grilles... Elle fait le chantage : « ces mouvements ici empêchent les commandes et font augmenter le prix de l'heure de la production ». Mais là aussi une forte majorité de travailleurs lors d'une assemblée générale ont décidé de continuer.

Pour finir, le retour aux 40 heures pour l'ensemble du chantier à partir du 1er octobre ne fait que renforcer le ras-le-bol général. Cela fait deux ans que nous sommes à 34 heures par semaine en chômage partiel payés 37 heures. Revenir à 40 heures équivaut en fait à venir travailler une journée de plus par semaine pour être payé trois heures en plus seulement. Nous finissions à 17 heures le jeudi soir. Maintenant c'est cinq jours à huit heures qu'il va falloir faire.

Mais comme les différents mouvements et l'allergie quasi générale aux quarante heures le montrent, ce n'est pas encore fait !

Correspondant LO

DASSAULT (Saint-Cloud)

Les syndicats luttent... pour gérer le CE

Deux milliards de francs (anciens), soit 5 % de la masse salariale, tel est le budget du Comité d'Etablissement de Dassault à Saint-Cloud en 1980. On comprend qu'avec une telle manne (céleste), la bataille fasse rage pour en assurer la gestion et que les syndicats se mobilisent à l'approche des élections de délégués qui auront lieu le 23 octobre. Et tout particulièrement la CGT majoritaire au sein du CE depuis sa création en 1945.

Même au moment des élections des délégués du personnel, la propagande électorale n'atteint pas un tel niveau.

Il est vrai que de tels moyens financiers permettent une multitude d'activités sportives et culturelles (il existe ainsi de nombreuses sections différentes) auxquelles de nombreux travailleurs participent. Le fonctionnement du comité d'entreprise étant assuré par 35 employés embauchés directement par le CE.

Dassault lui-même n'a d'ailleurs pas l'air mécontent de la façon dont le CE fonctionne et il lui arrive d'envoyer de temps à autre un « petit » chèque supplémentaire. C'est ainsi que récemment un tract diffusé par la CGT nous a appris que ce syndicat avait **« intéressé M. Marcel Dassault à l'acquisition d'un terrain pour les sportifs »** et la CGT le remerciait pour sa contribution de 5.500.000 nouveaux francs. (On se rappelle l'affaire de Vathaire, où le comptable était parti avec 800 millions d'anciens francs ; Dassault n'avait pas porté plainte et il avait expliqué que pour lui, ce n'est vraiment pas grand-chose.)

Mais à propos du CE, entre les syndicats et Dassault, la courtoisie, les remerciement sont de règle. Certains travailleurs commencent à parler non plus de Marcel Dassault mais de Papa gâteau. Cela n'empêche pas les grèves, bien sûr, on l'a vu l'année dernière, mais cela crée un certain esprit maison où tout se mélange : les avantages du CE et les « privilèges Dassault », tout cela au plus grand bénéfice de la production maison. Où passe la conscience de classe dans tout ça ?

Correspondant LO

COMPAGNIE DE RAFFINAGE (Le Havre)

Un travailleur poussé au suicide

Il y a trois semaines, un travailleur de la CFR (raffinerie de pétrole) au Havre s'est donné la mort chez lui. Cela a causé une vive émotion parmi nous. Ce travailleur avait peut-être des problèmes. Cependant, nous n'avons pas pu nous empêcher de mettre sa mort en relation avec ses problèmes à l'usine. En effet, cela s'est produit le lendemain d'un entretien avec un responsable du service, un de ces entretiens fréquents au cours desquels fort poliment, mais très hypocritement, on nous fait comprendre à mots couverts qu'on n'est plus utile là où on travaille, quand on ne nous dit pas qu'on est incapable. Et quand on sort de là, on a la rage au cœur. Dans le cadre de la restructuration, beaucoup de vieux travailleurs ont dû ainsi du jour au lendemain changer de service.

Notre camarade avait déjà depuis longtemps des démêlés avec la direction : changement de poste, déclassification, suppression partielle de prime. Cette fois-ci, on lui signalait qu'il devenait balayeur.

La direction a la conscience tranquille : elle a agi **« dans le respect de ses principes »**, dit-elle. Elle peut nous reclasser selon nos prétendues « capacités ». Quant aux ingénieurs qui prennent ces mesures, ils dorment tranquilles : pour eux, il ne s'agit que de manipulations de personnel ; peu leur importe que cela ait pour nous des implications sur le plan humain. Cette violence-là est légale.

Correspondant LO

PEUGEOT-SOCHAUX

Qui sont les proxénètes ?

La direction du centre de production Peugeot à Sochaux a publié un article extrait du **« Nouveau Journal »** qui a scandalisé les travailleurs.

Cet article en effet fourmille de propos anti-ouvriers contre ceux des entreprises nationalisées dont **« le travail ne suffit généralement pas à payer leur salaire et qui doivent, pour beaucoup, recourir à la manne distribuée par les contribuables »** ;sont également insultés les travailleurs en congés de maladie qui sont sans vergogne traités de **« proxénètes » : « l'absent par convenance prend une part de production à laquelle il n'a pas participé. Loin d'être protégé par les syndicats comme il l'est actuellement, il devrait être mis en quarantaine par ses camarades d'atelier qu'il a volés ».**

De tels propos impudemment affichés par des directeurs qui « prennent une part de production » de 30 à 40.000 F par mois à laquelle ils n'ont manifestement pas participé.

Correspondant LO

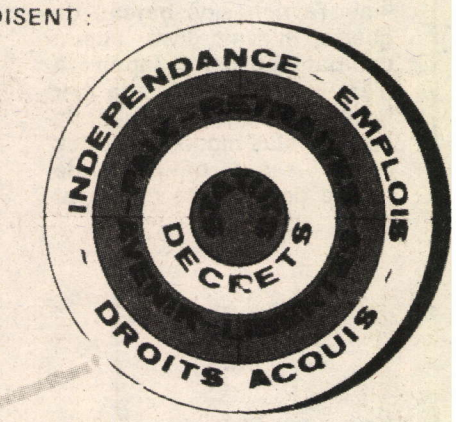
ARSENAUX

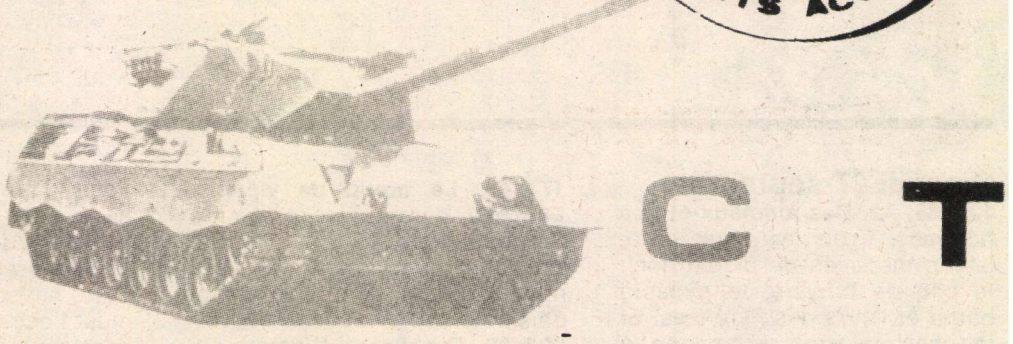
La CGT : « Produisons (des chars) français »

LES PERSONNELS ACTIFS ET RETRAITÉS
DES ARSENAUX ET ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT DISENT :

NON

A UN CHAR ALLEMAND
EQUIPANT L'ARMÉE FRANÇAISE





La fédération nationale des travailleurs de l'Etat CGT lance une campagne contre la fabrication d'un char franco-allemand qui risquerait, dit-elle, d'être entièrement fabriqué en Allemagne.

La CGT fait donc circuler dans les arsenaux une carte postale-pétition adressée au président de la République disant : « NON A UN CHAR ALLEMAND EQUIPANT L'ARMEE FRANÇAISE », mais oui à la fabrication de ce char dans les arsenaux français ! Mélangeant indépendance nationale et défense de l'emploi, accusant l'Allemagne de tous les maux, parlant de « paix » à propos de matériel militaire, la CGT prépare une journée nationale d'action pour le 30 septembre pour dire « NON AU DIKTAT ALLEMAND ».

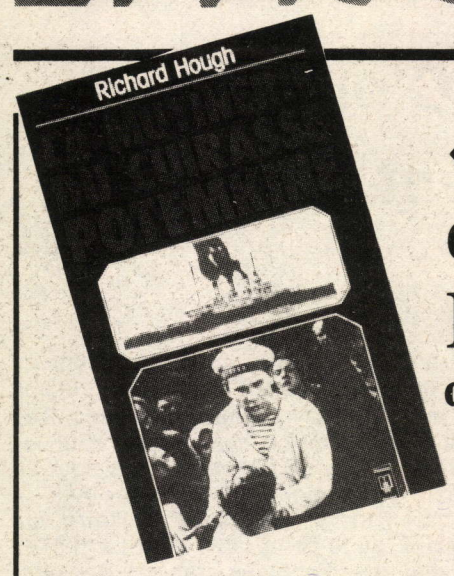
A l'Arsenal de Lorient, où on fabrique des bateaux, et non des chars, la carte-pétition rencontre cependant un certain succès. Beaucoup de travailleurs pensent qu'il vaut mieux que le travail revienne aux arsenaux qu'aux entreprises privées, françaises où allemandes, pour éviter des menaces sur leur emploi.

D'autant plus que la CGT, qui dénonce par ailleurs les profits fabuleux que font les capitalistes privés avec les commandes militaires, se garde bien à cette occasion de préciser que même monté par un arsenal français, une grande partie de la commande serait effectuée par des entreprises privées comme Thomson.

Cette démagogie chauvine de la CGT lui permet de se démarquer des autres syndicats en se montrant plus radicale... en paroles, sans pour autant offrir plus de perspectives de lutte sur le problème de l'emploi.

Correspondant LO

LIVRES



« La mutinerie du cuirassé Potemkine »

de Richard Hough

L'écrivain anglais Richard Hough raconte la mutinerie du cuirassé Potemkine, **qui débuta un mois après la défaite de la flotte russe devant le Japon à Tsu-Shima en 1905, où 23 bâtiments de guerre furent détruits et où 5.000 marins russes périrent.**

On connaît cet épisode, devenu presque légendaire, de la révolution russe de 1905, notamment par le film célèbre d'Eisenstein Le cuirassé Potemkine. **Mais cet événement, qui survint six mois après le « dimanche rouge » du 9 janvier et quatre mois avant le déclenchement de la grande grève générale d'octobre 1905 à Saint-Pétersbourg, n'est pas souvent relaté dans les livres qui se rapportent à cette période (et en particulier pas dans le** 1905 **de Trotsky).**

Aussi l'ouvrage de Richard Hough, qui raconte l'événement depuis le 27 juin 1905, jour où la colère éclata dans l'équipage à propos de viande avariée, jusqu'à la reddition de celui-ci le 8 juillet dans le port de Constanza en Roumanie, est précieux.

Le cuirassé Kniaz Potemkine Tavrichesky, **bateau de guerre, n'avait livré aucun combat contre le Japon ; il n'était jamais sorti de la mer Noire. Le destin particulier de l'un des plus modernes et des plus puissants bâtiments de guerre de la flotte russe fut d'avoir été le premier maillon de l'armée impériale à défier l'autorité du tsar et à lancer l'offensive contre celui-ci, en tentant d'établir le lien avec la classe ouvrière en révolte dans le port d'Odessa.**

Richard Hough prévient dans sa préface : il s'agit pour lui de retrouver la vérité sur la mutinerie du Potemkine, **que** « le temps et la propagande ont si bien altérée ». **Il ne prend pas parti, relate les faits chronologiquement. Sa sympathie ne va pas particulièrement aux insurgés, ni aux manifestants, moins encore peut-être aux militants ; mais elle ne va pas non plus aux représentants du pouvoir tsariste assoiffés de vengeance. Il essaie de montrer l'enchaînement des faits : comment des marins, dont la confiance en la hiérarchie militaire est ébranlée par les défaites, touchés par la propagande révolutionnaire, sont amenés à se mutiner, à jeter par-dessus bord sept de leurs officiers, à arracher les épaulettes des autres et à constituer un Comité du Peuple qui prend la direction des mutins et contrôle le commandement du bâtiment jusqu'au jour de sa reddition.**

Malgré le point de vue d' « historien au-dessus de la mêlée », de l'auteur, les faits sont eux-mêmes démonstratifs. Richard Hough montre à la fois la détermination et les hésitations des marins mutinés, les difficultés pour les militants d'apprécier la situation, de créer le lien avec la classe ouvrière, mais aussi leur capacité à organiser et à entraîner leurs camarades dans le combat. En face on voit un état-major incapable, affaibli devant la révolte qui gagne les navires de guerre envoyés depuis le port militaire de Sébastopol pour réprimer le Potemkine. **Les autorités tsaristes ne sont capables que de se venger impitoyablement contre la population d'Odessa. Comme les régiments de Cosaques ne viennent pas à bout des manifestants, les autorités organisent des pogroms. Odessa est en proie aux flammes. Et les 28 et 29 juin sont les journées les plus sanglantes de toute l'année 1905. On estime qu'il y a eu plus de 6 000 morts !**

Mais si les mutins doivent finalement se rendre deux semaines plus tard, si la révolution n'éclate pas encore, le souvenir du cuirassé Potemkine **animera quelques mois plus tard la révolte de la flotte de la mer Noire à Sébastopol au mois de novembre et, par-delà, douze ans plus tard, la révolution de 1917.**

Patricia MULLAN

La mutinerie du cuirassé « Potemkine » de Richard Hough. Ed. Presse Pocket. 185 p. 8,50 F environ.

« Mémoires d'un esclave américain »

de Frederick Douglass

Le nom de Frederick Douglass est lié à la lutte des Noirs américains pour leur émancipation à l'époque où l'esclavage existait encore aux Etats-Unis. Au milieu du 19e siècle, F. Douglass proclama la nécessité pour les esclaves noirs de prendre eux-mêmes en main la lutte pour leur libération, sans attendre le succès hypothétique des campagnes abolitionnistes de la petite-bourgeoisie blanche libérale. Et, rompant en cela avec la plupart des dirigeants noirs de son époque, il affirma que seule la violence organisée des esclaves noirs pourrait faire voler en éclat un système esclavagiste qui ne reposait que sur la violence.

Frederick Douglass était né esclave, dans l'Etat du Maryland, sur la côte Est des Etats-Unis, vers 1817. Pendant 21 ans, il avait vécu la vie des esclaves, partagé leurs privations, leurs aspirations, leurs humiliations. Profitant de circonstances heureuses, il avait cependant réussi à accéder à un univers d'ordinaire interdit aux esclaves, celui de la connaissance, en réussissant à apprendre à lire et à écrire. Au fur et à mesure que les années passaient sa révolte avait mûri. Puis un jour, il avait découvert que même un esclave pouvait se faire respecter, à condition de ne pas se résigner. Et, à 21 ans, Frederick Douglass avait enfin réussi à s'enfuir pour gagner le Nord du pays, là où l'esclavage n'existait pas, grâce à un réseau de caches et de complicités obscures que l'on appelait alors le « chemin de fer clandestin », et par lequel des dizaines de milliers d'esclaves parvenaient à s'échapper.

Trois ans après sa fuite, Douglass était devenu l'un des dirigeants les plus écoutés du mouvement anti-esclavagiste. Et, pendant les 55 années qui suivirent, il combattit, sans relâche, pour la dignité des Noirs américains. D'abord contre l'esclavagisme, puis, après son abolition en 1869, pour l'égalité des droits civiques.

Les Mémoires d'un esclave américain **écrites en 1845 ne retracent que la première partie de cette vie de lutteur, ses 21 années d'esclavage. On n'y trouvera donc rien sur l'activité militante de Frederick Douglass, ni sur le développement considérable que connut le mouvement noir à cette époque.**

Cela dit, les Mémoires d'un esclave américain **constituent un témoignage précieux sur ce que fut l'esclavage. Il retrace aussi l'histoire de la propre prise de conscience de Frederick Douglass. Contrairement à bien des ouvrages sur le même sujet, on n'y trouve ni sensiblerie, ni apitoiement, mais la conscience claire que la dignité, ça ne se quémande pas, ça se conquiert. En ce sens, ce court volume d'une centaine de pages, écrit dans un langage simple et direct, force le respect, car derrière les formules parfois un peu désuètes, c'est un combattant qui parle.**

François ROULEAU.

Mémoires d'un esclave américain de Frédérick Douglass. Edition Maspèro, Coll. Actes et Mémoires du Peuple. Environ 40 f.

TELE

Samedi 27 septembre

13 h 35. A2. Des animaux et des hommes. Trois animaux européens menacés de disparition : le coq de bruyère, le gypaète barbu et l'ours des Pyrénées. Et le chevreuil qui commence à peupler les forêts parce que les hommes se sont occupés de le préserver.

23 h 15. A2. Les carnets de l'aventure. Avec notamment un reportage sur les kayakistes américains qui s'attaquent au Colorado avec ses 400 kilomètres de rapides.

Dimanche 28 septembre

17 h. FR3. Prélude à l'après-midi : la harpiste Lily Laskine interprète des œuvres de Maurice Ravel.

17 h 15. Théâtre de toujours. Henri V, de Shakespeare, réalisé par la BBC. Un roi presque idéal, à la fois courageux, loyal et rusé, qui œuvre à l'unification du royaume d'Angleterre.

17 h 45. Le nœud de vipères. Film TV d'après le roman de François Mauriac. Une histoire de haine et d'argent dans les milieux de la bourgeoisie landaise.

20 h 30. Rio Lobo. Western de Howard Hawks avec John Wayne.

21 h 40. FR3. L'arbre de la vie. La faune australienne, avec notamment le kangourou et le koala.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : Gabin dans ses premiers films. **Tout ça ne vaut pas l'amour,** film de Jacques Tourneur. Une comédie réaliste et populiste, où l'histoire elle-même a moins d'importance que le jeu des acteurs et le « climat » qui y est dépeint.

Lundi 29 septembre

20 h 30. TF1. Le boucher. Film de Claude Chabrol avec Jean Yanne et Stéphanie Audran. Dans un village du Périgord, l'amitié étrange entre l'institutrice et Popaul, le boucher... sanguinaire.

20 h 35. Audition publique. Le surrégénérateur : le pari nucléaire. Cette émission sera une fois de plus l'occasion de réserver la parole à la « bande des quatre », puique le débat sera monopolisé par quatre députés, du PCF, du PS, du RPR et de l'UDF...

22 h 05. Les nouvelles de l'histoire. Archéologie industrielle et mémoire ouvrière. Contrairement à ce que ce titre pourrait laisser penser, aucun ouvrier ne participera à cette émission de Pierre Dumayet, qui nous montrera d'anciennes fabriques classées... monuments historiques !

Mardi 30 septembre

20 h 30. FR3. Coups de feu dans la Sierra. Western : des transporteurs d'or pour le compte d'une banque décident de se mettre à leur propre compte.

20 h 40. Les Dossiers de l'écran. La vie quotidienne en URSS. Participeront au débat deux Soviétiques désignés par l'ambassade d'URSS à Paris, ainsi que Jean Kéhayan, membre du PCF et auteur de **Rue du prolétaire rouge,** et Michaël Voslensky, auteur de **La Nomenklatura,** livre qui dépeint les privilégiés de la société soviétique. En introduction, le film **Une opinion personnelle,** de Youri Karassik.

22 h 40. TF1. Les comiques associés. Des sketches avec entre autres Alex Métayer et Mariane Sergent.

Jeudi 2 octobre

20 h 30. Cycle Yves Montand. Grand prix, film de John Frankenheimer, qui évoque le monde des courses automobiles.

20 h 35. Souvenir d'en France. Film avec Jeanne Moreau et Michel Auclair. L'ascension sociale d'une famille entre 1936 et aujourd'hui.

21 h 30. Grandeur et douleur de l'Islam. Cette émission, qui fait partie d'une série intitulée **Les journalistes témoins de leur temps,** aura pour invités Josette Alia, du **Nouvel Observateur,** Eric Rouleau, du **Monde,** Jacques Buob, de l'**Express,** Thierry Desjardin, du **Figaro,** et Henri Alleg, qui a sévi quelque temps comme reporter de **L'Humanité** en Afghanistan.

Vendredi 3 octobre

20 h 30. TF1. Les trois sœurs, pièce de Tchekhov. Trois filles de général s'ennuient dans une petite ville de province de l'ancienne Russie. La décadence d'une aristocratie dépassée par l'évolution.

20 h 30. FR3. Le nouveau vendredi. A chacun son Allemagne. Reportage sur le mouvement « alternatif », formé par de jeunes Allemands qui vivent en collectivités.

LIVRES

« La nomenklatura »

Les privilégiés en URSS

de Michael Voslensky

Voslensky consacre son livre à une étude de la bureaucratie russe. Il l'appelle la « nomenklatura », d'un terme désignant la liste des postes les plus importants, dont les titulaires ne peuvent être nommés que par un comité du parti, que ce soit à l'échelon local, régional ou central. Ce groupe social, ainsi très précisément défini, exerce le pouvoir et jouit de privilèges considérables par rapport au reste de la population.

Voslensky, ancien membre de la nomenklatura lui-même, est bien placé pour décrire de l'intérieur la vie de la bureaucratie, sa mentalité, ses mœurs, les règles tacites qui régissent le comportement de tout bureaucrate ainsi que les mécanismes du pouvoir. Et, son livre est intéressant à cet égard, car il évoque ce qu'est devenue la bureaucratie, quarante ans après l'analyse que Trotsky en a faite.

Il montre à quel point la bureaucratie russe est devenue une couche sociale bien différenciée, coupée du reste de la population, non seulement par des salaires bien supérieurs mais surtout par l'accès privilégié à certains services réservés : cantines et magasins spéciaux, logements, datchas, voitures particulières, lieux de villégiature et de loisirs, qui font que le « nomenklaturiste » a le minimum de contacts avec le reste de la population. Il existe bien sûr toute une hiérarchie de privilèges, qui fait que les petits bureaucrates n'aspirent qu'à une chose, devenir grands, et consacrent toute leur intelligence et leur énergie à intriguer, s'assurer des appuis et éliminer le concurrent.

Voslensky montre comment la bureaucratie a acquis une certaine stabilité. Stabilité individuelle, puisque le bureaucrate éliminé de son poste reste en général membre de la nomenklatura : il est simplement muté ou rétrogradé, et conserve donc ses privilèges fondamendaux par rapport au reste de la population. Ainsi, un bureaucrate reste un bureaucrate sa vie durant ; et ses enfants entrent à leur tour dans la carrière.

Bien que Voslensky s'efforce de démontrer qu'il s'agit d'une nouvelle classe sociale, rien dans sa description ne permet de conclure que la nature du pouvoir de la bureaucratie a changé depuis l'analyse que Trotsky en a faite. Bien au contraire : ses privilèges sont toujours liés à ses fonctions dans l'appareil d'Etat et dans l'appareil du parti. Et s'ils sont devenus héréditaires de fait, ils ne le sont toujours pas en droit. Certes, c'est une couche sociale parfaitement consciente de ses intérêts propres et, malgré les intrigues incessantes qui la traversent, la bureaucratie fait preuve d'un remarquable esprit de corps. La corruption elle-même, fort répandue semble-t-il, puisque bien des postes de nomenklaturistes peuvent s'acheter, contribue à barrer la route à celui qui ne fait pas déjà partie des privilégiés. Car les tarifs, connus de tous au sein de la bureaucratie, représentent des dizaines d'années de salaires d'un citoyen ordinaire, et seuls les nomenklaturistes peuvent s'offrir ces postes.

Mais Voslensky se garde bien d'assimiler la bureaucratie à la bourgeoisie. Il la compare plutôt à une sorte de féodalité.

La bureaucratie, toute à la jouissance de ces privilèges, est une couche conservatrice. Et Voslensky dépeint bien les conséquences de cet immobilisme sur le plan économique. Chaque bureaucrate vise à réaliser le minimum requis avec le moins de problèmes possibles, mais surtout pas à en faire trop : ce ne serait qu'une source d'ennuis avec les travailleurs d'une part, mais surtout avec ses collègues et même ses supérieurs.

Sur le plan politique, c'est le même souci, commun à tous les bureaucrates, de se couvrir, de ménager leurs arrières, qui fait qu'une décision n'est prise que selon un rite compliqué d'allées et venues pour approbations diverses, la rendant la plus anonyme possible. Cette façon de procéder est la même tout au long de la hiérarchie, et les plus hauts personnages de la bureaucratie ont leur travail mâché et remâché par toute une pyramide de secrétaires, d'organismes et de bureaux.

Voslensky montre aussi comment la bureaucratie sélectionne les dirigeants de l'URSS, et que leur pouvoir, certes étendu, n'est pas illimité : eux aussi doivent respecter certaines règles tacites. Selon Voslensky, par exemple, Khrouchtchev aurait été éliminé pour avoir voulu toucher aux prérogatives de nomenklaturistes.

C'est cette peinture de la bureaucratie aujourd'hui qui constitue l'intérêt majeur du livre.

Mais Voslensky ne se contente pas de décrire : il se livre à une analyse théorique de la bureaucratisation. Il essaie de montrer que la bureaucratie est bien une nouvelle classe exploiteuse, dont Lénine a créé l'embryon avec le Parti Bolchévique. La Révolution d'Octobre a donné le pouvoir, non pas au prolétariat, mais à cette nouvelle classe encore embryonnaire mais appelée à se développer très vite et qui, toujours au pouvoir aujourd'hui, vise à dominer le monde.

Telle est la thèse de Voslensky, qui cherche à mettre en garde les Etats occidentaux contre les visées de la bureaucratie. C'est dire qu'il a choisi son camp, qui n'est pas le nôtre. C'est à la lumière de ce choix qu'il disserte sur le marxisme et écrit l'histoire de la Révolution d'Octobre et de sa dégénérescence. Aussi une grande partie du livre de Voslensky est-elle totalement dépourvue d'intérêt : il ne fait que reprendre à son compte des théories qui ne sont pas nouvelles et qui visent à amalgamer la révolution prolétarienne et la dégénérescence stalinienne. Il tente à chaque fois de rechercher dans le Parti Bolchévique et l'Etat ouvrier des premières années de la révolution l'origine des divers aspects de la bureaucratie qu'il dépeint aujourd'hui. Il présente ainsi tous les faits du passé sous un éclairage très particulier, destiné à souligner la responsabilité de Lénine dans l'avènement de la bureaucratie.

Tout cela rend le livre très pénible à lire, les notations intéressantes étant délayées au milieu de telles considérations.

Ce qui nous intéresse dans le livre de Voslensky, c'est le témoignage qu'il apporte. Et c'est pourquoi il vaut tout de même d'être lu. Mais ses propos d'ex-bureaucrate qui propose maintenant ses services aux Etats capitalistes sont bien fastidieux.

Dominique CHABLIS

La nomenklatura, les privilèges en URSS, de Michaël Voslensky. Ed. Belfond, 460 pages. 60 F environ.

Les sommets de la « nomenklatura » au XXIVe congrès du PC de l'URSS

(Ph. AFP)

FILMS

« Extérieur, nuit »

Léo, las de vivre comme un coq en pâte en travaillant dans la publicité, las des aspects clinquants et superficiels de la vie qu'il mène, décide brusquement de tout laisser tomber pour rejoindre mains dans les poches — avec quand même quelques sous — son vieil ami de 1968, Bony, qui s'applique à « végéter » comme il le dit lui-même, dans une oisiveté confortable.

Au milieu du tandem désabusé de ces deux soixantuitards surgit alors Cora, chauffeur de taxi la nuit. Et bien sûr, l'un et l'autre tombent amoureux à leur façon de cette fille indépendante qui ne s'embarrasse pas de scrupules pour détrousser ses clients à l'occasion.

Le film semble un peu long, même si certaines scènes et réparties ne manquent pas d'humour. Car on finit quand même par s'ennuyer nous aussi, à suivre ces petits-bourgeois qui traînent leur ennui les yeux fixés une dizaine d'années en arrière quand ce n'est pas sur leur nombril.

L. P.

« La fureur sauvage »

avec Charlton Heston

Charlton Heston incarne le personnage d'un vieux coureur des bois, qui chasse le castor de plus en plus rare sur les terres indiennes des Montagnes Rocheuses, dans la première moitié du 19e siècle. Le hasard le fait tomber amoureux d'une jeune et belle Indienne, épouse d'un chef peu commode, ce qui lui cause bien des ennuis. Le sous-titre publicitaire « *plus l'espace est sauvage... plus les hommes sont sauvages* » laisse penser que ce film vise à la fois les amateurs de sensationnel et un public curieux de ce que pouvait être la vie des Indiens et des trappeurs de cette époque. Mais on risque d'être déçu ; l'histoire paraît souvent expédiée, le comportement des personnages oscille entre la caricature, parfois grotesque, et la mièvrerie, et le tout ressemble à une succession de recettes, de procédés au goût du jour, qui ne suffisent pas à faire un bon film.

P.L.

« Bronco Billy »

Contrairement à ce que suggère l'affiche publicitaire du film, **Bronco Billy** *n'est pas un western. L'action se déroule aujourd'hui aux USA, où un petit cirque dirigé par Bronco Billy (Clint Eastwood) se déplace de ville en ville avec ses cow-boys et ses indiens.*

Bronco Billy aime bien ses copains, et il arrive toujours à les aider. Car c'est plus qu'un chef, c'est leur patron. Ils étaient paumés dans la ville, mais maintenant Bronco Billy est là...

Mais ce n'est pas tout. Bronco Billy n'est pas seulement redresseur de tort, c'est aussi un honnête garçon qui a de la morale. Ainsi s'il a de l'influence sur les gamins, c'est pour leur rappeler... qu'ils ne doivent manquer l'école, ne pas oublier de prier le seigneur, et ne pas mentir à leurs parents.

Tout cela suffirait à rendre le film imbuvable, mais en plus le réalisateur a rajouté une histoire d'amour entre Bronco Billy et une riche héritière à millions qui préférera Bronco à son argent.

Et pour finir, il faut ajouter que le film paraît long, long...

Y. M.

« Simon »

Une poignée de super-cerveaux qui s'ennuient à mourir dans la luxueuse tour d'ivoire que leur a attribuée le gouvernement américain, décident de monter une gigantesque blague, juste histoire de passer le temps. Pour cela, leur ordinateur sélectionne Simon, un universitaire passablement illuminé qu'ils vont faire passer aux yeux du monde entier pour un extra-terrestre.

Voilà le point de départ de l'histoire. Il a au moins le mérite de l'originalité. Malheureusement, il n'en a pas d'autre. Ce qui suit n'a ni queue ni tête, les rebondissements tombent à plat, la débilité des super-cerveaux devenus en cours de route simples d'esprit rivalise avec celle du scénario, et le seul personnage qui réussit à arracher un sourire au spectateur est celui d'une espèce de Bigeard à l'américaine qui doit bien prononcer une vingtaine de mots en 90 minutes de projection ! C'est vraiment trop maigre !

F. R.

COMMUNIQUES

Le Théâtre du Cratère présente *La reine des neiges*, spectacle pour enfants d'après le conte d'Andersen. Du 17 septembre au 22 novembre, les mercredis à 14 et 16 heures et les samedis à 15 heures. Places : 15 F et 10 F pour les groupes. Au café d'Edgar, 58, Bd Edgar Quinet, Paris (Montparnasse).

René Dupuy et la compagnie Berto-Ribes présentent : *Essayez donc nos pédalos* (nouvelle version). Au Théâtre Fontaine. 10, rue Fontaine, Paris 9e. Le 24 septembre 1980. Soirées : 22 h. Matinées : dimanche 17 h. Relâche dimanche soir et lundi.

Henri Gruvman dans *Grugru II (Quand le théâtre embobine le cinéma).*

Du 29 septembre au 10 novembre au Théâtre Moderne. 15, rue Blanche, Paris 9e. Métro Trinité et Blanche. Tous les soirs sauf mercredi et dimanche à 20 h 30. Samedi à 22 h 30 et dimanche à 15 30.

Sélection

Films récents...

LE TONNERRE ROUGE.
Le sort réservé aux Indiens vivant au Canada à la fin du 19e siècle. Un film poignant.
Action Christine 6e (vo).

LE DERNIER MÉTRO.
Une troupe, unie par une même passion du théâtre, se bat pour créer une pièce malgré les difficultés, l'intolérance et l'antisémitisme durant la guerre et l'Occupation.
Gaumont les Halles 1er. ABC 2e. Berlitz 2e. Quintette 5e. Hautefeuille 6e. Elysées Lincoln 8e. Paris 8e. Fauvette 13e. Gaumont Sud 14e. Montparnasse Pathé 14e. Sept Parnassiens 14e. Cambronne 15e. 14 Juillet 15e. Mayfair 16e. Paramount Maillot 17e. Clichy Pathé 18e. Gambetta 20e.

FAME.
Aux USA, des jeunes rêvent de devenir « quelqu'un » dans le monde artistique. Une comédie musicale pleine de vie et d'optimisme.
Gaumont les Halles 1er (vo). Impérial 2e. Hautefeuille 6e (vo). Montparnasse 83 6e (vo). Gaumont Champs-Elysées 8e (vo). Marignan 8e (vo). Nation 12e. PLM Saint-Jacques 14e (vo). Convention 15e. Clichy Pathé 18e.

RUE DE LA HONTE.
La rue des bordels à Tokyo. Une dénonciation émouvante de la prostitution et des conditions qui y conduisent.
14 Juillet 6e (vo). Saint-André-des-Arts 6e (vo).

LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI.
Un intellectuel exilé par Mussolini dans un petit village : l'arriération, la misère et la domination des notables.
Studio de la Harpe. Huchette 5e (vo). Studio Raspail 14e (vo).

KRAMER CONTRE KRAMER.
La séparation d'un couple. L'apprentissage et le changement dans la vie du père qui se retrouve seul pour élever son enfant.
Capri 2e. Marignan 8e (vo).

THE ROSE.
D'après la vie de la chanteuse de rock Janis Joplin, un film sur la chute d'une star.
Studio de la Harpe 5e (vo). Balzac 8e (vo). Kinopanorama 15e (vo).

LE TROUPEAU.
Un tableau de la Turquie contemporaine au travers de la vie d'une famille de nomades.
Studio de la Harpe 5e (vo). 14 Juillet 11e (vo). 14 Juillet 15e (vo).

...et moins récents

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.
Un violent réquisitoire contre la guerre.
Studio Cujas 5e (vo). Lucernaire 6e (vo).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU.
Dans un asile psychiatrique, un simulateur sème la perturbation. Mais l'ordre sera rétabli.
Palais des Arts 3e (vo).

LITTLE BIG MAN.
Un visage pâle est élevé chez les Indiens. Une dénonciation de l'extermination des Indiens par les Blancs.
Noctambules 5e (vo).

LE CHAGRIN ET LA PITIÉ.
Au travers d'interviews de ceux qui ont vécu la période, la chronique d'une ville de province française durant la guerre et l'Occupation.
Daumesnil 12e.

THEATRE

« En r'venant d'l'expo »

de J.-C. Grumberg à la Cartoucherie de Vincennes

Cette pièce antimilitariste de J.C. Grumberg, montée l'année dernière à Nanterre, est reprise jusqu'à la mi-novembre par la Cartoucherie de Vincennes. Elle commence avec la grande Exposition universelle de Paris en 1900, déjà en pleine période de propagande tricolore et antisémite, et s'achève avec la déclaration de guerre en 1914. Les spectateurs sont entraînés parmi les stands de l'Exposition, qui vantent les charmes de l'armée et des guerres coloniales. Les bourgeoises se pâment devant la grandeur de la France outremer, tandis que les maris plaisantent sur les cannibales. Mais ce n'est qu'un début. Car la pièce nous fait vivre un peu de ces treize années qui se sont terminées sur la folie guerrière de 1914.

Les chanteurs d'un café-théâtre, Le Bouchon de Clichy, se donnent bien du mal pour adapter leurs couplets grivois aux modes du jour. Mais c'est dans l'arrière-salle d'un café, là où se réunissent les ouvriers syndiqués de la CGT, que l'avenir se joue. Anarcho-syndicalistes et socialistes s'y affrontent. Tous sont bien d'accord contre Clémenceau, l'assassin d'ouvriers, et contre la guerre qui s'approche. C'est presque avec euphorie qu'ils s'imaginent déjà paralyser celle-ci par la grève générale. Mais comment faire ?

L'enthousiasme cède peu à peu la place à un sentiment d'impuissance, à la suite de la trahison de leurs dirigeants. Les plus vite résignés vont devenir les premiers prêts à partir en 1914, *« puisque les ouvriers allemands n'ont pas voulu »*. Ils se laissent entraîner par le déferlement du chauvinisme général. Seuls, quelques rares partent en pleurant, les plus jeunes, ceux qui croyaient encore échapper à la boucherie et qui essayent de se rassurer en espérant pouvoir *« tirer en l'air »*. Il faudra tout recommencer après, conclut l'un d'eux. Tout, c'est-à-dire la propagande, les organisations, les syndicats...

C'est une pièce chaleureuse, sympathique, qui, sur un rythme rapide et entraînant, agrémenté de chansons, dénonce la guerre, le poison du nationalisme et restitue assez justement cette période de désillusions du mouvement ouvrier. Une pièce à voir.

Dominique LEGER

A la Cartoucherie de Vincennes. Théâtre du Campagnol. Le soir à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30. Relâche lundi.

« Les bons bourgeois »

de René de Obaldia

Dans son avertissement au spectateur, l'auteur écrit : *« Si, au départ, cette comédie s'ouvre à la manière des Femmes savantes (...), c'est à une satire de notre temps à laquelle vous allez assister » ;* et également : *« Avec ou sans perruque, les cheveux traînant jusqu'à terre ou le crâne poli comme un œuf, l'homme a-t-il vraiment changé depuis le 17e siècle ? »*.

René de Obaldia s'est donc inspiré de Molière et semble avoir l'ambition de l'imiter. Autant dire tout de suite que ce n'est pas réussi !

La pièce représente une famille de bourgeois, le père étant P-DG d'une firme de cosmétiques. A l'extérieur, une grande manifestation se termine en émeute. Sur ce fond, les deux filles de la maison s'affrontent : Philomène, inscrite au MLF, employant un jargon incompréhensible, prétentieux et ridicule, veut persuader sa sœur, Chantal, de ne pas se marier. Chantal est censée représenter, elle, la « vraie femme ». C'est elle qui est la plus sympathique. Les seules répliques justes sur la condition des femmes sont exprimées par Philomène d'une telle façon que c'en est ridicule. Voilà pour la peinture des femmes !

Quant à la peinture sociale qu'essaie de faire l'auteur, ce n'est pas plus brillant. Après une émeute qui met en joie Philomène qui est du côté des « prolos », un gouvernement provisoire est instauré, qui promet de liquider les patrons. Une insurgée, mitraillette au poing et cagoule, vient arrêter le père.

Les « audaces » de l'auteur s'arrêtent là car, ouf, tout rentre dans l'ordre. Voilà pour le côté social.

Une pièce tout ce qu'il y a de conformiste, véhiculant des préjugés bourgeois rétrogrades sur les femmes, les ouvriers : voilà tout ce qu'il y a dans *Les bons bourgeois*. N'imite pas Molière qui veut. On risque d'y passer pour un précieux ridicule...

Laurence VINON

Les bons bourgeois *de René Obaldia. Théâtre Hébertot. Places de 30 à 75 F.*

VARIETES

« Harlem Swing »

Harlem Swing **est une comédie musicale « jazz », réalisée d'après les chansons de Fats Waller, célèbre pianiste, compositeur, chanteur de jazz des années 1920-1940 à Harlem.**

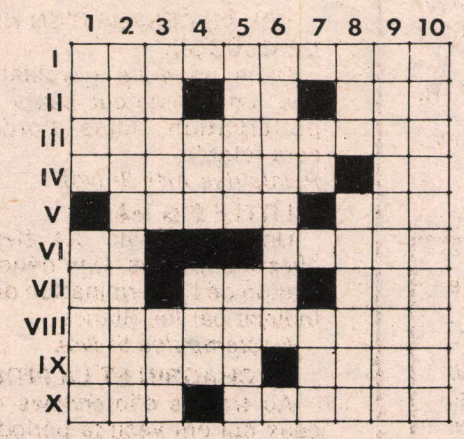
Chacune des 30 chansons dont se compose le spectacle fait revivre une petite scène de la vie de Fats Waller : les rues, les bars, la danse, les chansons et le jazz du New York de cette époque. Chaque air, joué par un pianiste et un orchestre de jazz new-yorkais, est chanté et dansé par cinq interprètes — trois femmes et deux hommes — qui jouent la comédie avec beaucoup de talent, d'humour et de drôlerie. Leur jeu est si expressif et si drôle qu'il n'est pas besoin de comprendre les paroles des chansons, dont ils raillent un peu la mièvrerie, pour rire de très bon cœur.

Du jazz, des chansons, de la danse et une grande dose d'humour : tout ce qu'il faut pour faire un excellent spectacle.

S.G.

Harlem Swing. ***Au Théâtre de la Porte Saint-Martin. Soirées à 20 h 45. Matinées le samedi à 16 h 30. Le dimanche à 15 h. Prix des places : 25, 50, 80, 120 F.***

Mots croisés



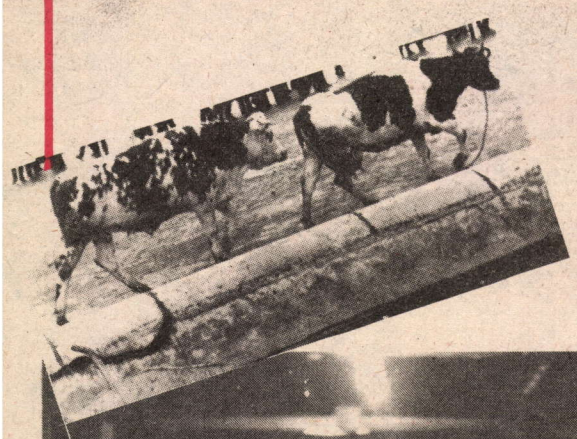
HORIZONTALEMENT. — I. Ne tiennent qu'à un fil. — II. Rumeur qui accompagne la cape et l'épée. Deux sur six. Fin d'un échange. — III. Voie à suivre. — IV. A connu une guerre de sécession. Etalon. — V. Un âge. Dirige un cours. — VI. Possessif. Garantie souvent théorique. — VII. Dans le lait. Rendue au départ. Courants en Roumanie. — VIII. Echanges inégaux avec l'extérieur. — IX. Remuées. Lieu de distraction. — X. Dans la thèse. Ils sont interchangeables.

VERTICALEMENT. — 1. Il est souvent fauché. prête à sauter. — 2. Derniers cris. — 3. On peut faire d'elle un bonhomme. Nettoyé. — 4. Pas brut. Bout de terre. — 5. Changera de ton. Demoiselle outre-Manche. — 6. Tourne derrière le canon. — 7. Coulent dans le Nord. Pronom. — 8. Son esprit est souvent discuté. En a plein la vue. — 9. Elle vit en communauté. — 10. Incapables de créer.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	S	O	B	R	E	S	■	O	S	E
II	A	V	E	N	T	U	R	E	U	X
III	T	A	C	■	R	A	I	■	L	■
IV	I	T	■	M	A	■	C	A	F	E
V	S	I	L	E	N	C	I	E	U	X
VI	F	O	U	R	G	O	N	■	R	O
VII	A	N	C	O	L	I	E	■	I	N
VIII	I	■	H	U	E	■	■	U	S	E
IX	T	A	O	■	R	O	S	S	E	R
X	S	A	N	D	A	L	I	E	R	E

L'affaire du veau : ça mugit dans toute l'Europe !



L'affaire du boycott de la viande de veau n'est plus une affaire nationale, elle est devenue européenne ! En Belgique, des protestations s'élève sur les violations de la loi qui interdit, comme en France, le recours aux hormones. En Italie, un juge vient d'interdire la vente de cette viande sur l'ensemble du territoire, qu'elle soit fraîche, congelée ou surgelée, de production italienne ou d'importation. Et le scandale gagne le poulet : onze produits, à base de poulet douteux, viennent d'être mis sous séquestre par le ministère de la Santé.

En Italie, comme en France ou en Belgique, les ministres de l'Agriculture et les autres d'ailleurs partent en guerre... contre ceux qui dénoncent ces produits de mauvaise qualité qui font courir des risques pour la santé de tous. Et partout, c'est au nom des « producteurs » qu'ils s'insurgent.

Sous le terme général de « producteurs », on masque d'abord des gens et des intérêts bien divers, voire opposés. Il y a d'une part les sociétés productrices, privées ou groupes coopératifs, qui « intègrent » la production, c'est-à-dire qui fournissent aux éleveurs et les animaux à engraisser, et les aliments, et les diverses drogues ou médicaments dits nécessaires à leur croissance, et qui ensuite commercialisent les bestiaux « poussés » artificiellement. Et puis il y a les éleveurs, petits pour la plupart, dont certains sont des artisans en quelque sorte qui travaillent par et pour eux-mêmes, mais dont l'écrasante majorité sont sous la quasi-totale dépendance des trusts de l'alimentation.

Alors bien sûr, si le veau ne se vend plus, ou se vend de plus en plus mal, même les petits éleveurs en pâtiront, et en pâtiront les premiers.

Et on voudrait nous faire croire que ce serait une raison pour continuer à manger n'importe quoi. Eh bien non.

Dans cette société, il est difficile, voire impossible pour une catégorie de la population de se défendre sans léser les intérêts d'autres, qui ne sont pas forcément des exploiteurs. Quand les travailleurs de l'EDF font grève, ils lèsent parfois les intérêts de ceux d'autres entreprises, dont les patrons ferment les portes sous prétexte qu'il n'y a plus d'électricité.

Mais ce sont ceux qui luttent qui ont raison. Et dans le cas particulier du boycott du veau, les associations de consommateurs et tous ceux qui suivent leur appel. Il n'y a pas de raison de tout avaler. Et l'appel au boycott, n'en déplaise à tous les ministres, a été plus efficace que toute autre protestation pour dénoncer l'alimentation trafiquée que les trusts des industries agro-alimentaires imposent aux consommateurs.

Alors, ça lèse aussi les éleveurs ? Oui et non. Eux aussi sont victimes des sociétés auxquelles ils sont pieds et mains liés. Certains d'entre eux aussi, avec l'appui — entre autres — du syndicat « Paysans-Travailleurs », ont tenté de s'opposer à la main-mise de ces trusts qui décident et de la quantité, et de la qualité, et des prix de bien des produits alimentaires, ne laissant aux éleveurs que de maigres revenus. Jusqu'à présent, les luttes syndicales de ces éleveurs, comme leurs attaques des sociétés sur le terrain juridique n'avaient connu qu'un faible écho. Aujourd'hui, on en parle bien plus. L'appel au boycott y est pour quelque chose.

Drôles de bêtes

« Tout commence dans une foire à bétail, à Evreux, à Mende ou dans une ferme du Limousin. L'engraisseur fait sa tournée d'approvisionnement. Il acquiert des veaux de quelques jours qu'il entasse dans un fourgon non sans les avoir bourrés de tranquillisants pour limiter le stress du transport. Au bout du voyage, souvent très long, on regroupe ces veaux dans des « batteries » de 50 à 100 individus, sans lumière, la tête maintenue dans une mangeoire automatique qui leur distribue du lait reconstitué.

Ici, on fabrique la viande blanche. Le lait de vache, comme tout lait de mammifère, contient du fer qui colore les tissus musculaires... C'est ainsi que la chair d'un veau élevé dans un pré, avec sa mère, sera rouge ou tout au moins rose vif. Il suffit qu'un veau absorbe dans sa très courte vie 1 g de fer pour que sa chair soit rose, 1,5 g pour qu'elle soit rouge. On fournit donc à l'animal une alimentation sans aucune trace de fer. On pousse le raffinement jusqu'à supprimer toute barrière, grillage ou mangeoire de fer, de peur que le veau absorbe du fer en les léchant ».

C'est ainsi que l'histoire d'un veau est racontée par A. Cohen et F. Lourbet, dans un livre instructif sur la mauvaise qualité de tout ce que nous mangeons, intitulé uniquement **Bon appétit, messieurs** (paru en 1976 aux Editions Balland).

Ce mode d'élevage rend le veau fragile. Du coup, il est bourré d'antibiotiques. Afin qu'il soit le plus gros possible, qu'il pèse le plus lourd possible, et soit donc vendu le plus cher possible, on lui administre des hormones ou anabolisants qui augmentent son poids.

Bourré de médicaments, gonflé d'eau, le veau ira à l'abattoir au bout de 105 à 110 jours, dopé mais pesant alors près de 100 kilos...

Et s'il ne peut pas être vendu à ce moment-là, comme c'est actuellement le cas pour les veaux qui ne trouvent pas acquéreurs du fait du boycott, il n'y a plus qu'à jeter les animaux au rebut. Ces veaux étranges, venus des batteries industrielles, ne sont pas viables !

Le ministre de l'Agriculture, Méhaignerie, lors d'une conférence de presse sur le problème du veau. (Ph AFP)

Ci-dessous, le témoignage d'un couple d'éleveurs intégrés qui ont décidé de porter plainte contre X (témoignage recueilli dans Vent d'Ouest, **le journal des Paysans-Travailleurs).**

Nos 5,5 ha ne donnaient pas un revenu suffisant pour élever nos dix enfants. C'est pourquoi nous faisions quelques veaux de boucherie dans de vieux bâtiments de la ferme. En 1971, avec les conseils et sous le contrôle de la CANA, nous avons construit, à l'aide d'emprunts au Crédit Agricole, une étable pour 160 veaux. C'est Marie qui en avait la responsabilité.

Jusqu'en 1978, nous sommes parvenus tant bien que mal à faire face à nos charges avec les produits de notre exploitation et de notre élevage. A cette époque, une épidémie nous a fait perdre 140 000 F sur une bande. La prise en charge de la CANA n'a été que de 27 000 F. Dans des proportions inférieures, les bandes suivantes ont presque toutes été plus ou moins déficitaires. Aujourd'hui, nos pertes dépassent 200 000 F et notre élevage ne tourne plus faute de crédit. (...).

A la fin de 1979, les douanes se sont présentées chez nous en nous annonçant qu'ils allaient perquisitionner, si nous ne leur remettions pas spontanément les flacons de « vitamine blanche » que la CANA ou son vétérinaire avait commandé pour nous. Nous avons remis 6 flacons, aux fins d'analyse, d'un produit sans étiquette que nous avions reçu de l'entreprise Picot en Vendée et qui nous avaient été facturés sous le nom de Néomycine-base. Nous avons précisé que ces flacons n'avaient pas été employés parce que le technicien, contrairement à son habitude n'avait pas fait les piqûres et que nous refusions d'utiliser personnellement ces produits.

Aujourd'hui, après beaucoup d'hésitations, nous portons plainte. Nous refusons de risquer personnellement inculpations et poursuites, alors que nous ne sommes pas coupables, mais victimes.

L'utilisation des hormones n'a rien compensé dans nos revenus, et si nous nous constituons partie civile, c'est en vue d'obtenir les dommages et intérêts qui, en toute justice, nous sont dus. En fait, c'est notre existence économique qui est en jeu.

La merguez qui tue

C'est maintenant les merguez qui sont l'objet de la suspicion d'une organisation de consommateurs.

L'Union départementale des consommateurs des Alpes-Maritimes vient de publier le résultat d'une enquête menée sur une cinquantaine de points de vente. Celle-ci fait apparaître que 65 % des prélèvements effectués contenaient des substances douteuses, entre autres sulfytes, conservateurs interdits, et des staphylocoques. Deux prélèvements étaient même contaminés par des salmonelles, micro-organismes générateurs de maladies très graves, voire mortelles.

Les merguez, censées être du mouton agrémenté de pas mal de piment, ne sont bien souvent qu'un ramassis de restes de viandes, souvent souillés ou altérés, auxquels sont ajoutés des colorants qui leur donnent quelque aspect rutilant, et des épices qui masquent tout autre goût !

Ce n'est pas le veau incolore et inodore, mais c'est aussi dangereux ! Décidément, à quels mets se vouer ?

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46 450